

Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Les sanctions économiques étasuniennes contre Cuba :

Analyse d'une politique contestée de 1962 à 2025.

Auteur : Clément Bodeux

Promoteur : A. Ait-Chaalal

Cours : LSPRI2900B - Mémoire

Année académique 2025 - 2026

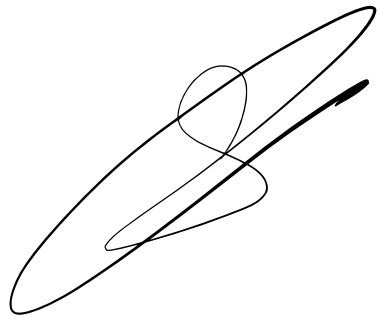
Master en sciences politiques, orientation relations internationales, à finalité
spécialisée: diplomatie et résolution des conflits

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Si j'ai eu recours à l'IA, j'ai scrupuleusement respecté les règles établies en la matière par la note du bureau Faculté ESPO en date du 1er juillet 2024, tout particulièrement dans son point 4.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses en ce compris l'usage des outils d'intelligence artificielle générative et savoir qu'un plagiat ou que toute autre forme d'irrégularité est une faute grave et est susceptible de donner lieu aux procédures et sanctions prévues aux articles 107 à 114 du RGEE (Règlement général des études et des examens). »

Clément Bodeux
Louvain-La-Neuve, le 28 mai 2026

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end.

Remerciements

« Je tiens à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé et soutenu durant la réalisation de ce travail de fin d'études.

Je remercie tout particulièrement Monsieur Amine Ait-Chaalal, mon promoteur, pour ses conseils, sa disponibilité et ses encouragements tout au long de ce mémoire.

Je remercie également mes parents pour leur soutien et pour le temps qu'ils ont consacré à la relecture de ce mémoire.

Enfin, je souhaite remercier les Cubains qui ont accepté de répondre à mon questionnaire. Malgré les difficultés du quotidien et les préoccupations liées à la crise actuelle, ils ont pris le temps de partager leur expérience et leur point de vue. »

Table des matières

I. Introduction	3
1. Mise en contexte.....	3
2. Les relations entre les États-Unis et Cuba : revue de la littérature existante	5
2.1. Avant la révolution de 1959.....	5
2.2. Au lendemain de la révolution cubaine : instauration du régime castriste et mise en place de l'embargo étasunien	6
2.3. Le large soutien de l'Union soviétique.....	6
2.4. La chute de l'Union soviétique et ses conséquences pour Cuba.....	7
2.5. Le régime castriste au XXI ^e siècle	8
2.6. L'embargo étasunien, un échec ?	8
2.7. Pour synthétiser	10
3. Problématique.....	10
4. Hypothèse	11
5. Méthodologie.....	11
6. Annonce du plan	12
II. Cadre théorique : les sanctions économiques.....	14
1. Les sanctions économiques comme instrument de politique étrangère	14
1.1. Définition des sanctions économiques	14
1.2. Les principales approches théoriques des sanctions économiques	17
2. Le débat sur l'efficacité des sanctions économiques.....	18
2.1. Les critères d'évaluation de l'efficacité des sanctions économiques.....	19
2.2. L'efficacité limitée des sanctions économiques dans la littérature	20
3. Les logiques de persistance des régimes de sanctions	21
III. Histoire des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba	23
1. Avant 1959 : relations économiques asymétriques et révolution	23
2. 1962-1991 : les sanctions économiques comme outil de containment et de déstabilisation	26
3. 1991-2008 : le durcissement post-guerre froide et codification de l'embargo	28
4. 2008-2025 : entre ouverture et durcissement	30
IV. Impact des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba	33
1. Introduction.....	33
2. Les effets économiques et sociaux des sanctions économiques.....	33
2.1. Impact macroéconomique	33
2.2. Impact sur les conditions de vie à Cuba	36
3. Données issues d'interviews.....	39
3.1. Impact des sanctions économiques sur le quotidien des Cubains.....	39
4. Conclusion	41
4.1. Évolution des objectifs politiques de l'embargo contre Cuba.....	41
4.2. L'efficacité contestée des sanctions économiques contre Cuba	43

V. Les variables qui expliquent le maintien des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba	46
1. Introduction.....	46
2. Le poids électoral de la diaspora cubaine aux États-Unis.....	46
3. L'absence d'un contre-lobby efficace	49
4. Rigidité et inertie institutionnelle	51
5. Le contentieux des nationalisations	52
6. Entre idéologie, crédibilité et réputation	53
7. L'absence de coût significatif pour Washington.....	55
8. Les événements politiques ayant contribué au maintien des sanctions	56
9. Conclusion	57
10. Problématique de départ et test de l'hypothèse.....	58
10.1. Retour sur la problématique initiale.....	58
10.2. Vérification de l'hypothèse	59
VI. Conclusion	61
1. Retour sur le test de l'hypothèse	61
2. Discussion.....	61
2.1. La résistance du régime cubain face aux sanctions économiques	62
2.2. Le contexte actuel à Cuba	63
2.3. Le point de vue des Cubains sur la situation actuelle.....	66
2.4. La résilience du peuple cubain	67
3. Ouverture	67
3.1. Les apports de ce travail à l'analyse de la crise cubaine actuelle	67
3.2. Qu'attendre pour la suite à Cuba ?	68
3.3. Recommandations pour des recherches supplémentaires.....	70
VII. Bibliographie	72
1. Articles scientifiques	72
2. Ouvrages issus des bibliothèques de l'UCLouvain	74
3. Documents officiels.....	74
4. Rapports d'organisations non-gouvernementales	75
5. Rapports d'organisations internationales.....	75
6. Documentaires	75
7. Articles de presse	75
8. Sources iconographiques	77
VIII. Annexes.....	78
Annexe 1	78
Annexe 2	81
Annexe 3	85

I. Introduction

1. Mise en contexte

Cuba est une île des Caraïbes qui compte environ 11 millions d'habitants (en 2023), située à 145 kilomètres des États-Unis. Avant l'arrivée des Espagnols en 1492, le pays était l'un des principaux centres de population des Antilles.¹ Entre 1510 et 1550, les conflits militaires, la famine, les conditions de travail forcé ainsi que l'introduction de maladies européennes et africaines, contre lesquelles les populations autochtones n'étaient pas immunisées, ont décimé la quasi-totalité de la population autochtone de Cuba. Les survivants furent progressivement intégrés à la population coloniale, notamment par le métissage avec les populations européennes et africaines. Cet important mélange entre les descendants d'Européens, d'autochtones et d'esclaves africains a donné naissance à la population cubaine actuelle.² Depuis la fin des années 2000, la région enregistre un taux de croissance quasiment nul en raison de conditions de vie compliquées sur l'île. La mise en place du régime castriste en 1959 a contribué à l'exil de plus de 2,8 millions de Cubains qui vivent aujourd'hui à l'étranger, essentiellement en Floride, aux États-Unis.³



¹ Larousse. (s. d.). Cuba : population. *Larousse*.

https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Cuba_population/185458

² Altman, I. (2013). Marriage, family, and ethnicity in the early Spanish Caribbean. *The William and Mary Quarterly*, 70(2), 225–250.

<https://doi.org/10.5309/willmaryquar.70.2.0225>

³ Domínguez López, E., Muno, W., & Pfeiffer, C. (Éds.). (2024). *Cuba in the Multipolar World Order: Alliances, Adversities and Global Shifts*. Springer Nature Switzerland AG.

<https://doi.org/10.1007/978-3-031-70676-9>

⁴ Carte des Caraïbes, situant Cuba au cœur de l'espace caribéen, à proximité des États-Unis.

Dikobrazik. (2018). Carte des Caraïbes – Illustration vectorielle vintage [Carte vectorielle]. Depositphotos. <https://depositphotos.com/fr/vector/the-caribbean-map-vintage-vector-illustration-179180396.html>

Cuba est un pays qui suscite un vif intérêt dans le monde entier depuis de nombreuses décennies.⁵ Déjà avant la révolution, Cuba se démarque par sa lutte contre l'impérialisme, notamment à travers la figure de José Martí à la fin du XIXe siècle, écrivain, intellectuel et héros de l'indépendance cubaine, qui défendait la souveraineté de Cuba face à la domination espagnole mais aussi face aux ambitions expansionnistes des États-Unis.⁶ Aujourd'hui, l'imaginaire associé à l'île reste largement marqué par la révolution de 1959 et par le charisme de figures symboliques comme Fidel Castro ou Ernesto Che Guevara, chefs de guérilla qui ont participé au renversement du régime autoritaire de Fulgencio Batista.⁷ Dans les années 60, contrairement aux politiques conservatrices européennes, Cuba est vue comme un exemple d'innovation par les défenseurs de la justice sociale.⁸ Les admirateurs du régime mettent en avant l'indice élevé de développement humain de la population, la qualité de la vie ainsi que la gratuité de l'éducation et de la santé.⁹

Le mythe de Cuba a largement dépassé les rangs de l'extrême gauche. De nombreuses personnalités politiques et journalistes d'autres bords politiques admirent le symbole de l'île. Une partie de cet imaginaire s'est également construite autour des tensions avec les États-Unis, notamment à travers l'embargo étasunien et les nombreuses tentatives de déstabilisation du régime menées par la CIA.¹⁰ Cependant, l'entrée de Cuba dans le bloc soviétique a entraîné, chez de nombreux intellectuels, un effritement de cette image idéalisée. Les détracteurs du régime cubain mettent souvent en avant les privations de liberté et les pénuries récurrentes.¹¹

Aujourd'hui encore, Cuba est au cœur de l'actualité internationale. Depuis la chute du président vénézuélien Nicolás Maduro, soutien essentiel pour Cuba, et la mise en place de nouvelles sanctions concernant les hydrocarbures par Donald Trump début 2026, le pays semble à bout de souffle. La pression sur le régime communiste de l'île est à son apogée.¹²

⁵ AFP. (2019, 2 janvier). Armes et blouses blanches : 60 ans de révolution cubaine dans le monde. *RTBF*. <https://www.rtb.be/article/armes-et-blouses-blanches-60-ans-de-revolution-cubaine-dans-le-monde-10107070>

⁶ García Marruz, F. (2013). José Martí. *Guaragua*, 17(43), 81–121. <https://www.jstor.org/stable/43487941>

⁷ Denis, A. (2016, 28 novembre). L'étrange fascination du monde pour Fidel Castro. *Slate.fr*. <https://www.slate.fr/story/129707/castro-heros-monstre>

⁸ AFP (2019), *ibidem*

⁹ Denis (2016), *ibidem*

¹⁰ Denis (2016), *ibidem*

¹¹ Denis (2016), *ibidem*

¹² Saint-Cyr, J.-B. (2026, 28 avril). A La Havane, les Cubains dans l'incertitude, entre crainte d'une attaque américaine et désir de changement. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/international/article/2026/04/28/a-la-havane-les-cubains-dans-l-incertitude-entre-crainte-d-une-attaque-americaine-et-desir-de-changement_6683934_3210.html

Tous ces facteurs ont nourri ma curiosité pour Cuba et m'ont conduit à choisir les relations entre Cuba et les États-Unis comme sujet pour ce mémoire.

2. Les relations entre les États-Unis et Cuba : revue de la littérature existante

Compte tenu de l'intérêt suscité par Cuba, une vaste littérature existe sur l'histoire des relations entre Cuba et les États-Unis ainsi que sur les tensions entre les deux pays. Cette section présente un récapitulatif de plusieurs documents scientifiques et de rapports d'organisations non gouvernementales.

2.1. Avant la révolution de 1959

Pour commencer, la littérature existante explique largement la situation de Cuba avant 1959. Domínguez López et Helen Yaffe montrent que l'histoire de Cuba est inscrite depuis toujours dans la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme. Ils reviennent sur l'héritage de José Martí qui est décrit comme le père de l'indépendance cubaine.¹³

Raúl Rodríguez et Harry Targ présentent la situation de Cuba avant la révolution de 1959. Ils soulignent une dépendance importante de Cuba aux États-Unis d'un point de vue politique et économique. Ils analysent l'hégémonie des États-Unis sur tout le continent américain lors de la première moitié du XXe siècle, explicitée à l'aide de la doctrine Monroe. Les deux auteurs décrivent également la révolution cubaine de 1959 comme une rupture nette et totale dans les relations entre Cuba et les États-Unis.¹⁴

William M. LeoGrande et Julie M. Thomas dans leur étude « Cuba's Quest for Economic Independence » se concentrent sur la situation économique de Cuba avant la révolution de 1959. Ils décrivent une très grande dépendance de Cuba au marché étasunien pour l'exportation du

¹³ Domínguez López, E., & Yaffe, H. (2017). The deep, historical-roots of Cuban anti-imperialism. *Third World Quarterly*, 38 (11)

https://researchonline.lse.ac.uk/id/eprint/84628/1/Yaffe_Deep%20historical-roots%20of%20Cuban_2017.pdf

¹⁴ Rodríguez, R., & Targ, H. (2015). US foreign policy towards Cuba: Historical roots, traditional explanations and alternative perspectives. *International Journal of Cuban Studies*, 7(1), 16–37.

<https://www.jstor.org/stable/10.13169/intejcubastud.7.1.0016>

sucre de canne, qui représentait la principale ressource économique de l'île. Ils analysent l'histoire économique de Cuba comme une lutte constante pour surmonter une dépendance structurelle vis-à-vis d'un seul produit d'exportation et d'un seul partenaire commercial.¹⁵

2.2. Au lendemain de la révolution cubaine : instauration du régime castriste et mise en place de l'embargo étasunien

La littérature existante revient ensuite sur la mise en place des sanctions économiques. Raúl Rodríguez et Harry Targ analysent leur création dans le contexte de la Guerre froide, comme un instrument destiné à contenir l'expansion du communisme après l'arrivée au pouvoir du régime castriste et en réponse à la nationalisation de nombreuses propriétés étasuniennes.¹⁶

Roberg et Kuttruff expliquent que le régime de Fidel Castro a acquis sa légitimité après la révolution, en créant un contrat social tacite avec le peuple cubain. Le gouvernement s'engage à fournir une éducation, des soins de santé et une égalité raciale et économique. En échange, la population accepte de ne pas s'opposer au régime.¹⁷

William M. LeoGrande et Julie M. Thomas développent également comment le régime cubain se rapproche de l'Union soviétique qui devient progressivement son premier partenaire commercial au détriment des États-Unis.¹⁸

2.3. Le large soutien de l'Union soviétique

La littérature continue d'expliquer le fonctionnement du régime castriste grâce au soutien du bloc soviétique. Roberg et Kuttruff mettent en avant les succès idéologiques du régime révolutionnaire dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'égalité raciale.¹⁹

¹⁵ LeoGrande, W. M., & Thomas, J. M. (2002). Cuba's Quest for Economic Independence. *Journal of Latin American Studies*, 34(2), 325–363.

https://www.researchgate.net/publication/231965406_Cuba's_Quest_for_Economic_Independence

¹⁶ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

¹⁷ Roberg, J. L., & Kuttruff, A. (2007). Cuba: Ideological Success or Ideological Failure? *Human Rights Quarterly*, 29(3), 779–795.

<https://www.jstor.org/stable/20072822>

¹⁸ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹⁹ Roberg & Kuttruff (2007), *ibidem*

Domínguez López et Helen Yaffe soulignent la solidarité de Cuba avec tous les pays du Tiers-Monde jusqu'à l'effondrement du bloc soviétique.²⁰

Coleman se concentre sur les effets économiques de l'embargo jusqu'aux années 1990. Il explique que jusqu'en 1990, l'impact des sanctions étasuniennes sur Cuba a été largement compensé par l'alliance avec le bloc soviétique, dont l'aide économique a culminé à près de 6 milliards de dollars par an dans les années 1980. L'auteur démontre que les sanctions ont faiblement impacté Cuba jusqu'en 1990 grâce à l'aide soviétique, et qu'elles n'ont jamais permis à Washington d'espérer un changement de régime.²¹

2.4. La chute de l'Union soviétique et ses conséquences pour Cuba

La littérature explique également largement la crise qui a touché Cuba lors de la chute de l'Union soviétique. Roberg et Kuttruff expliquent notamment que Cuba a alors connu le retour d'une société de classe inégalitaire et la réémergence du racisme.²²

Garfield et Santana montrent comment le renforcement de l'embargo par les États-Unis au moment de la chute du bloc soviétique a provoqué une crise nutritionnelle et sanitaire importante (effondrement nutritionnel, épidémie de neuropathie, accès limité aux soins) sans affaiblir les structures de pouvoir du régime.²³

William M. LeoGrande et Julie M. Thomas détaillent le choc économique provoqué par la chute du bloc soviétique. Ils expliquent également la stratégie mise en place par Cuba pour redresser son économie notamment grâce à la légalisation du dollar et au développement du tourisme.²⁴

²⁰ Domínguez López & Yaffe (2017), *ibidem*

²¹ Coleman, J. R. (2001). The economic impact of U.S. sanctions with respect to Cuba. *Cuba in Transition*, 11, 183–193.

<https://www.ascecubadatabase.org/wp-content/uploads/2014/09/v11-coleman.pdf>

²² Roberg & Kuttruff (2007), *ibidem*

²³ Garfield, R., & Santana, S. (1997). The impact of the economic crisis and the US embargo on health in Cuba. *American Journal of Public Health*, 87(1), 15–20.

<https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC1380757/>

²⁴ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

2.5. Le régime castriste au XXI^e siècle

Ensuite, la littérature analyse la situation du régime castriste au XXI^e siècle. Roberg et Kuttruff estiment en 2007 que le régime perd progressivement sa légitimité, car il ne parvient plus à remplir sa part du contrat social, ce qui, selon eux, devait conduire à un changement de régime.²⁵ Ce changement n'a toujours pas eu lieu.

Lana Wylie note un changement de paradigme à Cuba avec l'arrivée de Raúl Castro à la présidence en 2008. Elle explique que celui-ci a entamé un processus de libéralisation économique (accès aux téléphones portables, aux hôtels de luxe, nouveau système de crédit) qu'elle interprète comme le signe d'une approche moins idéologique et plus pragmatique des affaires internationales.²⁶

Domínguez López et Helen Yaffe analysent le rapprochement entre Cuba et les États-Unis qui a eu lieu sous l'administration de Barack Obama. Ils soulignent la complexité de cette normalisation diplomatique.²⁷

2.6. L'embargo étasunien, un échec ?

La littérature explique également les effets de l'embargo sur Cuba. Le rapport d'Amnesty International de 2009 « The US Embargo Against Cuba: Its Impact on Economic and Social Rights » détaille l'impact de l'embargo sur la vie quotidienne des Cubains. Il démontre également l'évolution de l'embargo et comment certaines clauses des sanctions économiques limitent l'accès aux médicaments et aux technologies médicales les plus avancées. Le rapport souligne que la pression économique sur Cuba ne favorise pas la mise en place d'un régime démocratique mais alimente au contraire un climat de restriction des libertés civiles. Ce rapport demande aux États-Unis la levée de l'embargo en montrant que cette politique échoue à promouvoir les droits de l'homme tout en causant des souffrances évitables au peuple cubain.²⁸

²⁵ Roberg & Kuttruff (2007), *ibidem*

²⁶ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

²⁷ Domínguez López & Yaffe (2017), *ibidem*

²⁸ Amnesty International. (2009). *The US embargo against Cuba: Its impact on economic and social rights* (Index: AMR 25/007/2009). Amnesty International Publications.
<https://www.amnestyinternational.be/IMG/pdf/amr250072009eng.pdf>

Rodríguez et Targ partagent ce point de vue. Ils expliquent que l'embargo n'a pas réussi à détruire le régime.²⁹

William N. Trumbull explique également que l'embargo a eu un impact nul sur la politique cubaine. Il avance l'idée que si l'île veut commercer, elle le fait avec d'autres partenaires, et que l'isolement politique est donc un échec puisque le pays a appris à choisir ses propres partenaires commerciaux plutôt que de subir une domination économique par les États-Unis.³⁰

Lana Wylie décrit la politique des États-Unis envers Cuba comme un échec. Wylie démontre notamment que Cuba est pleinement intégrée dans certaines organisations latino-américaines, laissant les États-Unis de plus en plus isolés dans leur politique de maintien du blocus.³¹

William M. LeoGrande et Julie M. Thomas expliquent également le paradoxe de l'embargo étasunien envers Cuba. En effet, les sanctions ont forcé Cuba à diversifier ses relations commerciales avec l'Amérique latine et l'Europe, rendant un futur retour à l'hégémonie étasunienne beaucoup plus difficile.³²

Raúl Rodríguez et Harry Targ expliquent que la persistance de l'hostilité des États-Unis envers Cuba malgré la résistance du régime cubain ne s'explique pas par une menace réelle pour la sécurité nationale, mais par le défi symbolique que représente Cuba pour l'hégémonie étasunienne dans son hémisphère.³³

Pour terminer, William M. LeoGrande et Julie M. Thomas démontrent que le régime survit à l'embargo étasunien grâce à trois leviers. Le premier levier est la répression. Le régime cubain a fait en sorte de restreindre la liberté d'expression et d'emprisonner les opposants politiques qui représentaient un risque pour le régime en place. Le deuxième levier repose sur le blâme extérieur. Le régime cubain a toujours utilisé les États-Unis comme bouc émissaire pour justifier les difficultés que traverse le pays. Enfin, le troisième, est le mécanisme de soupape.

²⁹ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

³⁰ Trumbull, W. N. (2001). Imperfect methodology but the right results? The USITC report on the economic impact of U.S. sanctions with respect to Cuba. *Cuba in Transition*, 11, 194–198
<https://www.ascecubadatabase.org/wp-content/uploads/2014/09/v11-trumbull.pdf>

³¹ Wylie, L. (2012). The special case of Cuba. *International Journal*, 67(3), 661–684.
<https://www.jstor.org/stable/42704919>

³² LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

³³ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

Ce mécanisme, mis en place par Fidel Castro, a permis l'ouverture ponctuelle des frontières pour permettre le départ des citoyens les plus mécontents.³⁴

2.7. Pour synthétiser

La littérature existante à propos des relations entre Cuba et les États-Unis semble largement partager le constat suivant : malgré un impact important sur les conditions de vie des Cubains, les sanctions économiques mises en place par les États-Unis contre Cuba n'ont pas atteint leur objectif initial, à savoir faire tomber le régime installé au lendemain de la révolution cubaine de 1959.

3. Problématique

La littérature partage donc largement deux constats. D'abord, les sanctions ont fortement impacté le quotidien des Cubains. Ensuite, elles n'ont pas permis de démocratiser le pays ni de provoquer un changement de régime. Cette situation fait émerger une problématique pertinente, en essayant de comprendre ce qui a poussé les États-Unis à maintenir les sanctions économiques contre Cuba malgré leur inefficacité politique apparente.

Pour cadrer mes recherches, ce travail ne va pas se concentrer sur l'ensemble de l'embargo, terme utilisé de manière large pour désigner l'ensemble des mesures restrictives (économiques, diplomatiques, administratives) imposées par les États-Unis contre l'île, mais plus précisément sur les sanctions économiques. Il est tout de même important de préciser que ces sanctions économiques sont parfois imbriquées dans un ensemble plus large de mesures restrictives qu'il sera pertinent de décrire afin d'en saisir toutes les implications.

Cette problématique donne lieu à ma question de recherche : « Pourquoi les sanctions économiques étasuniennes contre Cuba ont-elles persisté de 1962 à la fin du mandat de Joe Biden (2025), malgré leur inefficacité politique apparente ? »

³⁴ Roberg & Kuttruff (2007), *ibidem*

4. Hypothèse

Sur base de la littérature, une hypothèse peut être faite. La persistance des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba entre 1962 et 2025, malgré leur inefficacité politique apparente, s'expliquerait principalement par des déterminants internes à la politique étasunienne. Ces déterminants renvoient notamment au poids électoral de la diaspora cubaine, au coût politique d'une normalisation, ainsi qu'au verrouillage institutionnel du cadre législatif, qui rendent le statu quo moins coûteux pour les décideurs que toute ouverture.

5. Méthodologie

Ce mémoire adopte une approche qualitative visant à analyser les différents facteurs expliquant la persistance des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba entre 1962 et 2025, malgré leur efficacité politique limitée.

Le premier objectif de ce travail est de comprendre pourquoi les sanctions économiques sont largement considérées dans la littérature scientifique comme un échec. Le second objectif est de répondre à la question de recherche à travers la vérification de l'hypothèse formulée, afin d'identifier les facteurs expliquant le maintien dans le temps de ces sanctions malgré l'absence de transformation politique significative du régime cubain.

La structure de ce travail s'articule autour d'une logique de vérification d'hypothèse, selon laquelle la persistance des sanctions s'explique principalement par des facteurs internes à la politique étasunienne et par un verrouillage institutionnel, plutôt que par une logique d'efficacité politique.

Ce travail repose sur une grande diversité de sources. Il mobilise des articles scientifiques issus de la littérature académique consacrée aux sanctions économiques et aux relations internationales. Ensuite, il repose sur des rapports d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales, permettant d'évaluer les impacts économiques et sociaux de l'embargo sur Cuba. Ce mémoire se base également sur des documents officiels, notamment les textes législatifs qui encadrent les sanctions. Enfin, il intègre des données économiques utilisées afin d'analyser les effets macroéconomiques des sanctions.

Pour compléter ces sources, ce mémoire mobilise des données primaires à travers des interviews réalisées directement auprès de citoyens cubains. Ces témoignages permettent d'apporter un point de vue plus précis sur les conditions de vie et les effets quotidiens des sanctions économiques à Cuba.

Cette recherche présente plusieurs limites. Tout d'abord, le régime cubain est un régime autoritaire où l'information est contrôlée par les autorités. Il sera donc nécessaire de privilégier des sources indépendantes et d'adopter une approche critique à l'égard des données officielles. Ensuite, la distance géographique avec Cuba rend impossible un travail de terrain approfondi. L'absence d'immersion directe dans le contexte cubain peut limiter la compréhension approfondie des dynamiques sociales et culturelles. Par ailleurs, bien que des interviews aient été réalisées auprès de citoyens cubains, celles-ci restent limitées en nombre et peuvent ne pas être pleinement représentatives de l'ensemble de la population.

6. Annonce du plan

Ce travail est composé de différents chapitres avec l'objectif de vérifier l'hypothèse initiale. Pour commencer, le cadre théorique permet de comprendre et de définir le concept de sanction économique. Il analysera également les critères permettant de considérer les sanctions économiques comme une réussite ou un échec.

Ensuite, la partie historique retrace l'évolution de l'économie cubaine et des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba depuis la révolution de 1959 jusqu'au mandat de Joe Biden.

Le quatrième chapitre, consacré aux effets des sanctions économiques, vise à évaluer les répercussions de ces mesures sur l'île ainsi que sur la vie quotidienne de la population cubaine. Ce chapitre cherche également à déterminer dans quelle mesure les sanctions économiques peuvent réellement être considérées comme un échec.

D'autre part, le chapitre consacré à l'analyse des facteurs expliquant le maintien des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba vise à identifier les principales dynamiques politiques,

institutionnelles et électorales à l'origine de leur persistance dans le temps malgré leur inefficacité politique apparente.

Enfin, la conclusion revient sur les principaux enseignements de ce mémoire et permet de vérifier l'hypothèse grâce aux résultats obtenus. Elle revient également sur l'évolution récente des relations entre les deux pays, marquée par le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche.

II. Cadre théorique : les sanctions économiques

1. Les sanctions économiques comme instrument de politique étrangère

La littérature existante traite largement le concept de « sanctions économiques ». Cette section a pour objectif de comprendre et de s'approprier ce concept.

1.1. Définition des sanctions économiques

De nombreuses définitions des sanctions économiques existent. Pour construire une définition générale et complète d'une sanction économique, il faut articuler quatre piliers principaux : sa nature, ses objectifs, ses acteurs et ses modalités.

1.1.1. Nature

Selon Lowenfeld, cité par Barry E. Carter, une sanction économique peut être définie comme des « mesures de nature économique, par opposition aux mesures diplomatiques ou militaires, prises pour exprimer la désapprobation des actions de la cible ou pour inciter celle-ci à modifier certaines de ses politiques, pratiques ou même sa structure gouvernementale ».³⁵

McLean explique que la nature d'une sanction économique se définit comme « l'imposition, menacée ou réelle, de coûts économiques par un État à un autre dans le but d'obtenir une concession politique ».³⁶

³⁵ Carter, B. E. (2011). Economic sanctions. In *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*. Oxford University Press.

https://www.jura.uni-bonn.de/fileadmin/Fachbereich_Rechtswissenschaft/Einrichtungen/Lehrstuehle/Herdegen/de_Wet/WiSe_2017/Voelkerrecht_III_Collective_Security/EPIL_Economic_Sanctions.pdf

³⁶ McLean, E. V. (2021). *Economic coercion*. In T. Oatley & W. Winecoff (Eds.), *The Oxford handbook of international political economy*. Oxford University Press.
<https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198793519.013.2>

McLean fait également une différence entre la nature de la diplomatie économique qui inclut des mesures positives (incitations) et la nature des sanctions économiques qui ne couvre que les mesures économiques négatives, telles que les restrictions commerciales ou l'arrêt de l'aide étrangère.³⁷ Les sanctions économiques sont généralement des mesures qui ne sont pas prises pour un gain économique, et souvent au prix d'un sacrifice commercial pour l'émetteur.³⁸

Pour Rudolf, une sanction économique est « un instrument de politique étrangère utilisant la contrainte économique (réelle ou menacée) pour atteindre des objectifs politiques en exploitant la dépendance de la cible vis-à-vis des échanges internationaux. »³⁹

En résumé, la littérature académique définit la nature des sanctions économiques comme des mesures économiques, réelles ou menacées, imposées à un État dans le but de modifier son comportement politique.

1.1.2. Objectifs politiques

Après avoir défini la nature des sanctions économiques, voici une analyse plus approfondie sur les objectifs que cherchent à atteindre les sanctions économiques.

De manière générale, les sanctions économiques ont pour objectif de contraindre ou d'influencer un pays à modifier ou à abandonner une politique à laquelle l'émetteur s'oppose.⁴⁰ Ces sanctions économiques peuvent par exemple être employées pour tenter d'arrêter une intervention militaire, pour déstabiliser un gouvernement qui ne respecterait pas les droits humains ou qui aurait un rôle actif dans le terrorisme, la prolifération d'armes ou encore le trafic de drogue.⁴¹ Les sanctions économiques peuvent également être utilisées par l'émetteur pour exprimer une position de désaccord vis-à-vis des politiques de la cible.⁴²

À l'inverse, si l'utilisation ou la menace d'utiliser des mesures économiques contre un autre État est mobilisée pour atteindre des objectifs économiques classiques dans les négociations

³⁷ McLean (2021), *ibidem*

³⁸ Carter (2011), *ibidem*

³⁹ Rudolf, P. (2007). Sanctions in international relations: On the current state of research. *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*.

https://www.files.ethz.ch/isn/117838/2006_Sanctions_E.pdf

⁴⁰ McLean (2021), *ibidem*

⁴¹ Carter (2011), *ibidem*

⁴² Carter (2011), *ibidem*

commerciales ou financières, ces pratiques sont généralement considérées comme faisant partie du processus de négociation et ne sont pas classées comme des sanctions économiques.⁴³

1.1.3. Acteurs impliqués

La littérature, distingue l'émetteur qui envoie la sanction économique et la cible qui la reçoit. À l'origine, l'émetteur était souvent désigné comme étant un État mais cela a évolué avec le temps. Aujourd'hui, les émetteurs se sont élargis aux organisations internationales et régionales, tandis que les cibles visées ne se limitent plus aux États, mais peuvent également inclure des entités non gouvernementales, telles que des entreprises, des banques, des groupes armés ou des organisations privées, ainsi que des individus.⁴⁴

1.1.4. Types de sanctions et modalités d'action

Rudolf P. classe les sanctions économiques en trois types. Il y a d'abord les sanctions à l'exportation, une interruption des flux sortants vers la cible. Ensuite, il y a les sanctions à l'importation, une interruption des achats en provenance de la cible. Pour terminer, les sanctions financières qui sont des mesures visant à empêcher l'accès aux capitaux (gel d'avoirs, restrictions de prêts).⁴⁵

Rudolf et McLean différencient également les sanctions en fonction de leur étendue en deux catégories : les sanctions globales et les sanctions ciblées. Les sanctions globales imposent des coûts à l'ensemble de l'économie de la cible. Elles cherchent à causer des dégâts importants à l'économie pour mettre la pression sur l'ensemble de la société de la cible et forcer les gouvernements à céder. À l'inverse, les sanctions ciblées ou « smart sanctions » sont dirigées contre des individus, des groupes ou des secteurs spécifiques. Leur objectif est de mettre la pression sur les responsables en évitant les dommages collatéraux sur la population civile.^{46 47}

Afin d'atteindre leur objectif, les émetteurs suspendent les interactions normales avec la cible dans des domaines spécifiques.⁴⁸ Cela peut inclure des restrictions sur les flux de biens, de

⁴³ Carter (2011), *ibidem*

⁴⁴ Carter (2011), *ibidem*

⁴⁵ Rudolf (2007), *ibidem*

⁴⁶ McLean (2021), *ibidem*

⁴⁷ Rudolf (2007), *ibidem*

⁴⁸ Rudolf (2007), *ibidem*

services, de capitaux et de personnes.⁴⁹ Une sanction économique peut être utilisée de deux manières : soit comme une menace pour créer un pouvoir de négociation, soit comme une mesure effective, souvent intégrée dans une stratégie plus large de diplomatie coercitive combinant incitations et punitions.⁵⁰ Les coûts économiques induits par les sanctions économiques modifient le calcul coût-bénéfice de la cible en exerçant une pression macro-économique globale ou une pression concentrée sur un groupe particulier afin d'obtenir un changement politique.⁵¹

1.1.5. Synthèse

En synthèse, après avoir regardé attentivement les quatre piliers des sanctions économiques (nature, objectifs, acteurs et modalités), voici une définition globale des sanctions économiques.

Les sanctions économiques peuvent être définies comme des mesures économiques, réelles ou menacées, imposées par un État ou une organisation internationale, appelé émetteur, à une cible (généralement un autre État, mais parfois également des entités ou des individus) dans le but de lui infliger des coûts économiques afin de modifier son comportement politique. Elles reposent sur la suspension ou la limitation d'interactions économiques normales, telles que les échanges commerciaux, les flux financiers ou l'aide économique, et constituent ainsi un instrument de politique étrangère.

1.2. Les principales approches théoriques des sanctions économiques

Au sein de la littérature, il existe trois grandes approches concernant l'application des sanctions économiques aux États.

Premièrement, l'approche réaliste ou coercitive qui est notamment défendue par Daniel Drezner et Gary Clyde Hufbauer. Celle-ci considère que si les coûts deviennent supérieurs aux bénéfices, l'État cible change de politique. Les États agissent de manière stratégique pour maximiser leurs gains et minimiser leurs coûts.

⁴⁹ McLean (2021), *ibidem*

⁵⁰ Rudolf (2007), *ibidem*

⁵¹ Rudolf (2007), *ibidem*

Elle suppose la rationalité économique des États et donc l'efficacité des sanctions économiques.⁵² Pour cette approche, les sanctions économiques sont considérées comme une arme importante de politique étrangère.⁵³

Ensuite, comme décrit par Francesco Giumelli, l'approche constructiviste explique que les sanctions économiques, en plus des objectifs politiques qu'elles suivent, permettent d'affirmer une position normative et de protéger la crédibilité d'un État ou d'une organisation internationale face à une certaine idéologie. Les sanctions économiques peuvent donc également servir comme un instrument politique symbolique.⁵⁴

Pour terminer, l'approche critique souligne que les sanctions économiques échouent souvent. Cette vision défendue par Robert A. Pape et Dursun Peksen explique que les sanctions économiques produisent des coûts humanitaires disproportionnés sur les civils.⁵⁵ En effet, selon Peksen et Drury, elles aggravent la répression politique et les violations des droits de l'homme sur la population dans les pays cibles. Elles renforcent également involontairement le régime de la cible qui pour survivre, prend souvent le contrôle des ressources devenues rares.⁵⁶

2. Le débat sur l'efficacité des sanctions économiques

L'efficacité des sanctions économiques fait l'objet d'un débat important dans la littérature en relations internationales. Si ces mesures sont fréquemment utilisées comme un instrument de politique étrangère, leur capacité réelle à atteindre les objectifs politiques visés reste contestée. Deux questions structurent ce débat : la manière de mesurer l'efficacité des sanctions et les résultats empiriques observés dans les études existantes.

⁵² Drezner, D. W. (1999). *The sanctions paradox: Economic statecraft and international relations*. Cambridge University Press.

<https://assets.cambridge.org/97805216/43320/sample/9780521643320wsc00.pdf>

⁵³ Hufbauer, G. C., Schott, J. J., & Elliott, K. A. (2007). Chapter 1: Introduction. In *Economic sanctions reconsidered* (3rd ed.). Peterson Institute for International Economics.

https://www.piie.com/publications/chapters_preview/4075/01ie4075.pdf

⁵⁴ Gadjanova, E. (2012). Review of the book *Coercing, constraining and signalling: Explaining UN and EU sanctions after the Cold War*, by F. Giumelli. *Swiss Political Science Review*, 18(1), 137–139

<https://doi.org/10.1111/j.1662-6370.2012.02054.x>

⁵⁵ Pape, R. A. (1997). Why economic sanctions do not work. *International Security*, 22(2), 90–136.

<https://doi.org/10.1162/isec.22.2.90>

⁵⁶ Peksen, D., & Drury, A. C. (2009). Economic sanctions and political repression: Assessing the impact of coercive diplomacy on political freedoms. *Human Rights Review*, 10, 393–411.

<https://doi.org/10.1007/s12142-009-0126-2>

2.1. Les critères d'évaluation de l'efficacité des sanctions économiques

Pour mesurer l'efficacité des sanctions économiques, plusieurs critères peuvent être pris en compte. Le manque de consensus sur les différents critères utilisables complique le débat sur l'efficacité des sanctions économiques.

Le critère principal qui est utilisé est l'observation d'un changement de comportement ou de régime de l'État cible pour s'aligner sur les souhaits de l'émetteur.⁵⁷ Il est important d'évaluer le résultat des sanctions économiques par rapport aux objectifs fixés, peu importe la taille des objectifs initiaux (changements de politique modestes, changement de régime, interruption d'opérations militaires, affaiblissement des capacités militaires ou autres changements majeurs de politique).⁵⁸

L'efficacité des sanctions économiques peut également être évaluée par la capacité des sanctions à envoyer des messages clairs aux pays cibles, aux alliés ou à l'opinion publique même si le comportement de la cible ne change pas immédiatement.⁵⁹

Certains considèrent que l'évaluation de l'efficacité des sanctions économiques peut reposer sur une analyse rationnelle des coûts et des bénéfices économiques imposés à la cible, indépendamment des résultats politiques obtenus.⁶⁰ Autrement dit, si les sanctions économiques permettent de causer des coûts économiques à la cible, celles-ci sont considérées comme une réussite.

Pour d'autres, les sanctions économiques ne doivent pas être jugées uniquement comme un succès total ou un échec complet. S'il y a un compromis et que la valeur de la concession obtenue l'emporte sur les coûts de la coercition pour l'expéditeur, elles peuvent être considérées comme un succès partiel. Plus la concession est grande, plus la sanction économique peut être considérée comme une réussite.⁶¹

⁵⁷ Hufbauer, Schott & Elliott (2007), *ibidem*

⁵⁸ Hufbauer, Schott & Elliott (2007), *ibidem*

⁵⁹ Hufbauer, Schott & Elliott (2007), *ibidem*

⁶⁰ Hufbauer, Schott & Elliott (2007), *ibidem*

⁶¹ Drezner (1999), *ibidem*

2.2. L'efficacité limitée des sanctions économiques dans la littérature

Dans la littérature, de nombreux auteurs expliquent que les sanctions économiques ne sont pas efficaces. Selon Pape, de nombreuses sanctions économiques qui ont été considérées comme un succès reçoivent un crédit qu'elles ne méritent pas. Pour lui, le changement politique est réellement dû à une menace militaire, à une intervention armée ou à des dynamiques internes.⁶²

Pour que les sanctions soient efficaces, il faut une chaîne logique dans laquelle les sanctions créent une crise économique qui fait souffrir la population qui est amenée à faire pression sur le gouvernement. Cette pression, exercée par le peuple, forcerait le changement politique. Pape montre que cette logique ne fonctionne pratiquement jamais.⁶³ En réalité, les régimes politiques arrivent à s'adapter. Ils en absorbent les coûts en contrôlant les ressources et en réprimant l'opposition. Ils peuvent également trouver de nouveaux partenaires commerciaux et développer des stratégies pour contourner les sanctions économiques. Pour Pape, les sanctions peuvent même avoir l'effet inverse. En effet, elles peuvent renforcer un régime politique en créant un ennemi extérieur qui permet de justifier la répression et de mobiliser la population autour du régime.⁶⁴

D'autres chercheurs adoptent une position plus nuancée. Selon Daniel Drezner, les sanctions peuvent produire des résultats dans certaines conditions, mais leur efficacité dépend fortement du contexte politique et stratégique (coopération internationale pour appliquer les sanctions, vulnérabilité économique de l'État cible, coûts politiques pour les dirigeants, ...).⁶⁵

Malgré ces divergences, un constat revient régulièrement dans la littérature académique, les sanctions économiques provoquent rarement un changement de régime politique. Dursun Peksen souligne que les sanctions peuvent produire des coûts économiques importants pour les États ciblés, mais que ces coûts ne se traduisent pas nécessairement par les transformations politiques recherchées.⁶⁶

⁶² Pape (1997), *ibidem*

⁶³ Pape (1997), *ibidem*

⁶⁴ Pape (1997), *ibidem*

⁶⁵ Drezner (1999), *ibidem*

⁶⁶ Peksen & Drury (2009), *ibidem*

3. Les logiques de persistance des régimes de sanctions

Plusieurs raisons existent pour expliquer pourquoi les sanctions économiques persistent et sont de plus en plus utilisées, malgré un manque de preuves concluantes sur leur efficacité réelle.

La raison la plus citée est que les sanctions sont perçues comme une option intermédiaire entre la simple déclaration diplomatique et l'intervention militaire.⁶⁷ Bien que leur succès soit parfois considéré comme incertain, elles sont considérées comme un outil de politique étrangère préférable à la guerre car elles sont moins coûteuses en vies humaines et évitent les risques liés à un conflit armé direct.⁶⁸

Une autre raison est l'utilisation des sanctions économiques pour remplir des objectifs internes. Elles permettent aux gouvernements d'apaiser l'opinion publique de leur population en montrant qu'ils agissent concrètement face à une menace extérieure.⁶⁹ Les sanctions économiques servent de signal clair pour montrer la désapprobation morale de la politique de la cible et permettent d'affirmer des normes internationales même si elles ne changent pas le comportement de la cible.⁷⁰ Une fois les sanctions en place, il devient également politiquement risqué de les lever sans avoir obtenu de concessions, car cela pourrait être perçu comme un aveu de faiblesse.⁷¹

Même lorsqu'elles ne parviennent pas à forcer un changement politique, les sanctions peuvent persister car elles remplissent une fonction de confinement. Elles permettent d'affaiblir les capacités militaires ou technologiques d'un rival sur le long terme ou de restreindre les ressources financières d'un adversaire pour limiter son influence.⁷²

Enfin, les sanctions durent parfois simplement par manque de stratégie de sortie de la part de l'émetteur. L'absence d'objectifs spécifiquement définis rend difficile l'évaluation du moment

⁶⁷ Drezner (1999), *ibidem*

⁶⁸ Smeets, M. (2018). *Can economic sanctions be effective?* (WTO Staff Working Paper No. ERSD-2018-03). World Trade Organization.
<https://doi.org/10.30875/0b967ac6-en>

⁶⁹ Smeets (2018), *ibidem*

⁷⁰ Barber, J. (1979). Economic sanctions as a policy instrument. *International Affairs*, 55(3), 367–384.
<https://www.jstor.org/stable/2615145>

⁷¹ Barber (1979), *ibidem*

⁷² Drezner (1999), *ibidem*

où elles devraient être levées, entraînant leur maintien indéfini.⁷³ Ce manque de stratégie claire est accentué par l'absence de coûts pour les émetteurs des sanctions. Il n'y a pas d'incitation à arrêter les sanctions.⁷⁴

⁷³ Rudolf (2007), *ibidem*

⁷⁴ Pape (1997), *ibidem*

III. Histoire des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba

L'objectif de ce chapitre, après avoir analysé le concept de sanction économique, est de comprendre l'évolution historique des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba. Pour ce faire, ce chapitre est divisé en quatre sections. La première se concentre sur la période avant la révolution de 1959. La deuxième se concentre sur la période de Guerre froide entre 1962 et 1991. La troisième se concentre sur la période qui a suivi la chute de l'Union soviétique de 1991 à 2008. Enfin, la quatrième section se concentre sur la période plus récente entre 2008 et 2025.

1. Avant 1959 : relations économiques asymétriques et révolution

La Révolution cubaine de 1959 ne peut être simplement comprise comme une rupture soudaine en conséquence de la guerre froide. Elle s'inscrit dans une longue histoire plus complexe, marquée par des rapports de domination économique et de souveraineté limitée. Pour comprendre la révolution de 1959, il faut revenir sur l'histoire de Cuba qui a été marquée par ses relations avec les grandes puissances, d'abord l'Espagne puis les États-Unis.⁷⁵

Dès la fin du XIXe siècle, les États-Unis sont devenus le premier partenaire commercial de l'île. En 1890, ils absorbaient déjà 82 % des exportations cubaines.⁷⁶ La santé de l'économie cubaine était directement liée aux besoins du marché étasunien.⁷⁷ Cette dépendance s'est intensifiée au cours de la première moitié du XXe siècle. Dans la décennie précédant la révolution, 69 % du commerce total de Cuba s'effectuait avec les États-Unis, qui achetaient plus de la moitié de la production sucrière de l'île.⁷⁸ L'économie cubaine était liée aux décisions étasuniennes en matière d'investissement, de commerce et d'accès au marché.

La dépendance de Cuba aux États-Unis ne se limitait pas à la relation entre exportateur et importateur de sucre de canne, elle se traduisait également par une présence importante du

⁷⁵ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

⁷⁶ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

⁷⁷ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

⁷⁸ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

capital étasunien dans les structures productives du pays. Cela donnait aux États-Unis une influence sur le contrôle direct des ressources, les infrastructures et une partie importante de l'économie cubaine. Dès 1905, environ 60 % des terres rurales étaient détenues par des entreprises ou des particuliers étasuniens.⁷⁹

Au milieu des années 1950, la domination des États-Unis touchait aussi les secteurs stratégiques. Les intérêts étasuniens contrôlaient jusqu'à 90 % des services téléphoniques et électriques ainsi que 50 % des chemins de fer publics.⁸⁰

À cette dépendance économique s'ajoutait également une asymétrie institutionnelle. En 1898, alors que Cuba était sur le point de vaincre les colonisateurs espagnols et de prendre son indépendance, les États-Unis sont intervenus militairement sur l'île pour se battre contre les Espagnols. Cette intervention militaire a permis aux États-Unis de contrôler la transition postcoloniale. C'est dans ce contexte que la République cubaine est née en 1902. Cette république marque la mise en place d'un ordre politique encadré par Washington à Cuba.⁸¹ Le principal instrument juridique de cette tutelle fut l'Amendement Platt voté par le Congrès en 1901 et inséré dans la Constitution cubaine sous pression étasunienne. Celui-ci accordait aux États-Unis le droit d'intervenir militairement afin de préserver l'ordre, la stabilité ou l'indépendance de l'île. En pratique, il donnait une base légale à l'ingérence étasunienne dans les affaires internes cubaines.⁸²

Entre 1902 et 1934, ce cadre juridique permit plusieurs interventions militaires directes dans la vie politique cubaine pour réprimer les mobilisations nationalistes et pour maintenir l'ordre sur l'île consolidant le rôle de Washington en tant qu'arbitre de la politique interne cubaine.⁸³ La base militaire étasunienne de Guantánamo qui fut créée en 1903 est également un bon exemple de la présence étasunienne à Cuba.⁸⁴ Située sur un territoire appartenant à Cuba, elle est louée par les États-Unis dans le cadre d'un accord qui leur accorde une « juridiction et un contrôle complets », tandis que Cuba ne conserve qu'une souveraineté formelle.⁸⁵ D'abord présentée

⁷⁹ Roberg & Kuttruff (2007), *ibidem*

⁸⁰ Domínguez López & Yaffe (2017), *ibidem*

⁸¹ Domínguez López & Yaffe (2017), *ibidem*

⁸² Roberg & Kuttruff (2007), *ibidem*

⁸³ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

⁸⁴ Press, S. (2013). Sovereignty at Guantánamo: New evidence and a comparative historical interpretation. *The Journal of Modern History*, 85(3), 592–631.

<https://doi.org/10.1086/670824>

⁸⁵ Press (2013), *ibidem*

comme une simple station navale et de ravitaillement, Guantánamo devient progressivement le symbole d'une présence militaire permanente sur l'île. Après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont utilisé la base de Guantánamo comme centre de détention pour des prisonniers liés à la "guerre contre le terrorisme", en cherchant à les placer en dehors du cadre juridique ordinaire des tribunaux civils étasuniens.⁸⁶

D'un point de vue politique, la période entre le retrait étasunien en 1901 et la révolution de 1959 fut marquée par un enchaînement d'élections frauduleuses mettant à la tête du pays des présidents servant les intérêts des États-Unis.⁸⁷ En 1952, Fulgencio Batista, qui avait déjà été président de 1940 à 1944, orchestra un coup d'État. Il imposa un régime de dictature sévère au profit de ses intérêts personnels à Cuba.⁸⁸

Le système qui se met en place durant cette période peut être qualifié de néocolonial dans la mesure où il articule dépendance économique, contrôle politique indirect et alliance entre les élites cubaines et les intérêts étasuniens. Cette situation ne visait pas à favoriser le développement de l'île mais à maintenir un cadre favorable aux intérêts étasuniens.⁸⁹

La Révolution de 1959 menée par Fidel Castro et Che Guevara avait la volonté de mettre fin aux rapports de domination économiques et politiques. Elle opposait d'une part un ordre économique et politique profondément dépendant des États-Unis et, d'autre part, des aspirations croissantes à plus de redistribution, à la mise en place d'une réforme sociale et à une autonomie cubaine réelle. Les premières mesures révolutionnaires, en particulier la réforme agraire de mai 1959, ont directement touché les intérêts étasuniens. La réaction hostile immédiate de Washington a rapidement pris la forme de pressions économiques, de sanctions progressives et de tentatives de déstabilisation. Cela montrait que l'autonomisation de Cuba était perçue comme une remise en cause directe de l'ordre régional dominé par les États-Unis.⁹⁰

⁸⁶ Press (2013), *ibidem*

⁸⁷ Lamrani, S. (2015). Petite histoire de l'embargo américain contre Cuba. *Le Monde. Diplomatie*.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2015/01/LAMRANI/51971>

⁸⁸ Lamrani (2015), *ibidem*

⁸⁹ Domínguez López & Yaffe (2017), *ibidem*

⁹⁰ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

2. 1962-1991 : les sanctions économiques comme outil de containment et de déstabilisation

À partir du début des années 1960, la politique étasunienne envers Cuba est entrée dans une nouvelle phase. Après l'échec de l'invasion de la baie des Cochons en avril 1961, Washington avait abandonné l'idée d'un changement de régime politique par une action militaire. Les États-Unis ont alors décidé d'utiliser la stratégie de l'asphyxie économique de l'île avec l'objectif de provoquer un changement politique interne.⁹¹ L'embargo était devenu un outil central de la politique de containment, une politique étasunienne mise en place à partir de la fin des années 1940 visant à contenir l'expansion du communisme, à l'égard de Cuba, qui représentait une menace idéologique pour les États-Unis dans le contexte de la guerre froide et un obstacle majeur à la mise en place d'un ordre interaméricain dominé par les États-Unis.⁹²

Le mémorandum Mallory rédigé en 1960 par le sous-secrétaire d'État assistant aux Affaires interaméricaines des États-Unis, reconnaissait que le gouvernement de Fidel Castro bénéficiait d'un important soutien populaire et qu'aucune opposition n'était en mesure de le renverser. La pression économique apparaissait alors comme le levier principal pour susciter du mécontentement au sein de la population et donc potentiellement un changement de politique interne.⁹³

Après la mise en place de quelques sanctions économique en 1960, l'embargo quasi-total fut officialisé en 1962 sous la présidence de John F. Kennedy.⁹⁴ En limitant l'accès aux marchés, au crédit et aux approvisionnements, Washington priva Cuba de ressources financières, de débouchés commerciaux, de technologies et de biens essentiels.⁹⁵ Les États-Unis cherchaient à provoquer un changement politique interne en entravant la capacité de l'État cubain à gouverner et à satisfaire la population.⁹⁶

Confrontée à cette pression systématique, Cuba fut contrainte de reconfigurer complètement ses relations extérieures. En effet, la rupture avec les États-Unis avait conduit à un changement

⁹¹ Weeks, G. B. (2015). *U.S. and Latin American relations* (2nd ed.). Wiley Blackwell.

⁹² Weeks (2015), *ibidem*

⁹³ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

⁹⁴ Weeks (2015), *ibidem*

⁹⁵ Amnesty International (2009), *ibidem*

⁹⁶ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

de dépendance. L'île qui dépendait jusque-là fortement du marché étasunien s'était rapidement intégrée à l'économie de l'espace soviétique. Après la révolution, l'économie cubaine s'appuyait sur ses secteurs d'exportation traditionnels, en particulier le sucre de canne, qui constituait le pilier principal de l'économie et représentait environ 80 % des exportations cubaines au début des années 1960. Le reste des exportations était principalement composé de cigares et de rhum.⁹⁷ Dès 1962, près de la moitié du commerce extérieur cubain s'effectuait avec l'Union soviétique tandis que les relations commerciales avec les États-Unis avaient quasiment disparu. L'Union soviétique achetait le sucre cubain à des conditions avantageuses, fournissait du pétrole à bas prix et absorbait une partie du déficit extérieur de l'île via l'octroi de crédits. La proximité économique mais également idéologique de Cuba et de l'Union soviétique s'est institutionnalisée en 1972 avec l'entrée de Cuba au Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM).⁹⁸

Ce soutien soviétique constituait un bouclier face aux effets des sanctions étasuniennes. Il permettait à Cuba de maintenir son projet révolutionnaire en continuant d'investir dans la santé et l'éducation. Il permettait également de résister aux sanctions économiques étasuniennes qui voulaient assécher l'économie de l'île.⁹⁹ Cependant, cette relation ne supprimait pas les fragilités de l'économie cubaine en la poussant vers la production de sucre sans diversification. Le partenariat avec Moscou protégeait l'île mais l'inscrivait également dans une nouvelle dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique.¹⁰⁰

En 1989, environ 85 % du commerce extérieur cubain dépendait de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est.¹⁰¹ La période 1962-1991 montre que les États-Unis ont échoué à provoquer la chute du régime par l'embargo, non pas parce que celui-ci serait sans effet, mais parce que Cuba était parvenu à compenser une partie importante de ses coûts grâce au soutien soviétique. Cette résilience cubaine reposait sur une nouvelle dépendance à l'Union soviétique qui exposait Cuba à un choc majeur en cas d'effondrement du bloc soviétique. L'embargo imposait donc des coûts importants, mais ne produisait pas le résultat politique attendu. La bipolarité de la période de la guerre froide a neutralisé en partie l'efficacité de l'embargo étasunien, sans pour

⁹⁷ Mensah, P. E. (2019). The ineffectiveness of economic sanctions: An analysis of the factors leading to the ineffectiveness of United States Helms-Burton Act against Cuba. *Leiden University Student Repository*. <https://studenttheses.universiteitleiden.nl/handle/1887/78596>

⁹⁸ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

⁹⁹ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹⁰⁰ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹⁰¹ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

autant réduire son impact sur le développement cubain. La fin de la guerre froide ouvrait une nouvelle séquence dans laquelle Cuba se retrouvait privée de ses soutiens extérieurs, tandis que Washington y voyait une opportunité d'accentuer la pression économique afin de favoriser, enfin, un changement de régime.

3. 1991-2008 : le durcissement post-guerre froide et codification de l'embargo

L'effondrement du bloc soviétique entre 1989 et 1991 a marqué un tournant dans l'histoire des relations entre Cuba et les États-Unis. À ce moment précis, Cuba perdait ses principaux partenaires commerciaux, ses fournisseurs énergétiques et les mécanismes financiers qui lui permettaient de supporter les effets de l'embargo. La crise qui s'ensuivit fut particulièrement sévère pour l'île. La production s'est effondrée, les pénuries se sont généralisées et le niveau de vie s'est fortement dégradé. Cette situation ouvrit une fenêtre d'opportunité historique pour Washington. En effet, les États-Unis choisirent d'accentuer la pression sur Cuba en renforçant les sanctions économiques.¹⁰²

L'intensification des sanctions économiques commença en 1992 avec la loi Torricelli. Cette loi interdisait aux filiales étrangères d'entreprises étasuniennes de commercer avec Cuba, ce qui réduisait fortement les possibilités d'approvisionnement de l'île, notamment en produits alimentaires et en médicaments.¹⁰³ Elle prévoyait également qu'un navire ayant fait escale à Cuba ne puisse plus entrer dans un port étasunien pendant six mois, ce qui augmente significativement les coûts du commerce maritime cubain.¹⁰⁴ Avec la loi Torricelli, l'embargo dépassait la relation bilatérale entre les États-Unis et Cuba. Washington limitait fortement la capacité de l'économie cubaine à trouver des alternatives à son ancien allié soviétique.

Une deuxième étape fut franchie avec l'adoption de la loi Helms-Burton en 1996. Cette loi codifiait l'embargo en privant le président des États-Unis de sa compétence constitutionnelle habituelle pour normaliser les relations ou lever les sanctions par décret. Désormais, seul le

¹⁰² Domínguez López & Yaffé (2017), *ibidem*

¹⁰³ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹⁰⁴ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

Congrès avait ce pouvoir.¹⁰⁵ Avec la loi Helms-Burton, l'embargo est devenu un cadre légal rigide et difficile à démanteler.

La loi Helms-Burton renforçait également la portée extraterritoriale de l'embargo. Le titre III de cette loi permettait aux ressortissants étasuniens, y compris les Cubano-Étasuniens naturalisés, de poursuivre devant les tribunaux étasuniens des entreprises de pays tiers qui travaillaient avec des propriétés nationalisées par le gouvernement cubain après 1959. Le titre IV de cette loi imposait l'exclusion du territoire étasunien aux dirigeants d'entreprises étrangères (et leurs familles) qui étaient impliqués dans des investissements sur des propriétés revendiquées par des citoyens étasuniens.¹⁰⁶ Cette extension avait pour objectif de dissuader les investisseurs étrangers de s'engager à Cuba au moment où l'île tentait de trouver de nouveaux partenaires.

Entre 1990 et 1993, le PIB chuta de 35 % selon les estimations.¹⁰⁷ L'économie était désorganisée, les coupures d'électricité fréquentes et les pénuries alimentaires affectaient la vie quotidienne des Cubains. La crise impactait tout le système. Face au durcissement des sanctions étasuniennes, Cuba entrait pour la première fois de son histoire dans ce que les autorités cubaines nommèrent une « période spéciale en temps de paix ». Ce plan conduisit le régime à adopter de nouvelles mesures jusque-là impensables pour essayer de sortir de la crise.¹⁰⁸

Tout d'abord, en 1993, la détention de dollars est devenue légale sur l'île. Cela permettait à Cuba de capter les devises étrangères dont le pays avait désespérément besoin pour importer des denrées de base. Pour cela, Cuba a créé des magasins d'État, *Tiendas de Recuperación de Divisas*. Ces magasins vendaient des produits de base et étaient les seuls à accepter le dollar.¹⁰⁹ Cuba a également remplacé le sucre par le tourisme comme principal moteur économique. Les revenus du secteur sont passés de 243 millions de dollars en 1990 à plus de 2 milliards de dollars au début des années 2000.¹¹⁰ Au même moment, l'État a ouvert un peu plus le marché en autorisant le travail indépendant pour les métiers artisanaux, ce qui a contribué à la création de nouveaux emplois.¹¹¹ Enfin, Cuba a cherché à attirer de nouveaux investissements étrangers en

¹⁰⁵ Domínguez López & Yaffé (2017), *ibidem*

¹⁰⁶ Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁰⁷ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹⁰⁸ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹⁰⁹ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹¹⁰ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹¹¹ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

autorisant une participation étrangère pouvant atteindre 49 %, et dans certains cas spécifiques, jusqu'à 100 % de propriété étrangère.¹¹² L'exemple du nickel et du cobalt illustre cette stratégie. En effet, Cuba détient 6,2 % des réserves mondiales de nickel et 7,2 % de celles de cobalt.¹¹³ Après la disparition du soutien soviétique, Cuba a relancé ce secteur abandonné depuis la révolution en s'appuyant sur un partenariat la société canadienne Sherritt International, dont les investissements ont permis d'apporter les capitaux et les technologies nécessaires à la modernisation de la production.¹¹⁴

En parallèle de ces nouvelles mesures qui avaient pour objectif de relever l'économie du pays, Cuba a cherché de nouveaux partenaires. À partir de la fin des années 1990, l'alliance avec le Venezuela d'Hugo Chávez est devenue de plus en plus importante. Cette alliance permettait à l'île d'obtenir un soutien énergétique et économique de la part du Venezuela en échange de services médicaux, éducatifs et techniques.¹¹⁵ Ce nouveau partenariat n'atteignait pas l'ampleur de celui avec l'Union soviétique mais il offrait à Cuba une nouvelle sécurité face à la pression étasunienne.

4. 2008-2025 : entre ouverture et durcissement

Depuis 2009, les différentes administrations étasuniennes illustrent trois approches distinctes de la gestion de la relation avec Cuba.¹¹⁶

Pour commencer, l'administration Obama marque une rupture importante par rapport à ses prédécesseurs. En décembre 2014, Obama rétablit les relations diplomatiques avec Cuba et annonce un processus de normalisation des relations avec l'île.¹¹⁷ Il décide également d'assouplir les restrictions sur les voyages et la législation sur les transferts de fonds. Cette ouverture sonne comme un aveu de l'échec de la méthode des sanctions économiques pour aboutir à un changement de régime. L'administration Obama décide de changer de méthode.

¹¹² LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹¹³ Direction générale du Trésor. (2019, 7 mars). Région Pays andins et Cuba : les productions minières en 2018. *Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique*.
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2019/03/07/region-pays-andins-et-cuba-les-productions-mineralieres-en-2018>

¹¹⁴ Wylie (2012), *ibidem*

¹¹⁵ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹¹⁶ Domínguez López & Yaffé (2017), *ibidem*

¹¹⁷ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

L'idée est qu'un engagement avec Cuba pourrait se révéler plus efficace que la coercition économique pour favoriser des transformations internes.¹¹⁸ Cette ouverture ne modifie pas la base juridique de l'embargo car les lois Torricelli et Helms-Burton restent intactes.¹¹⁹

L'arrivée de Donald Trump en 2017 inverse brutalement cette tendance en marquant le retour vers une stratégie de pression maximale.¹²⁰ En effet, les ouvertures initiées par l'administration Obama sont rapidement supprimées et les sanctions financières sont multipliées. L'administration de Trump prend également une décision importante en activant le titre III de la loi Helms-Burton, jusque-là suspendu, qui permet aux ressortissants étasuniens de poursuivre devant les tribunaux étasuniens des entreprises de pays tiers qui travaillent avec des propriétés nationalisées par le gouvernement cubain après 1959.¹²¹

La pandémie de COVID-19, sous le régime de pression maximale de l'administration Trump, a été particulièrement dure pour Cuba. Pendant que l'île faisait face à des besoins sanitaires urgents, les sanctions étasuniennes ont compliqué l'achat d'équipements médicaux et l'acheminement d'assistance extérieure.¹²² Le choc économique lié au COVID-19 a conduit à une chute du PIB réel de 10,9 % en 2020, notamment en raison de la diminution soudaine des revenus liés au tourisme.¹²³ La crise liée au COVID-19 a été amplifiée par l'unification monétaire de 2021. Celle-ci a supprimé le peso convertible en dollar et entraîné une hausse importante des prix dans la vie quotidienne des Cubains.¹²⁴ À cela s'est ajoutée la réinscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme en janvier 2021. Cette décision bloque de nombreuses transactions internationales essentielles pour la survie économique de l'île.¹²⁵ Cette situation a conduit, le 11 juillet 2021, à l'une des vagues de protestations antigouvernementales les plus importantes depuis plusieurs décennies sans toutefois entraîner de changement majeur.¹²⁶

¹¹⁸ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹¹⁹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹²⁰ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹²¹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹²² Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹²³ Direction générale du Trésor. (2025, 6 octobre). *Indicateurs et conjoncture - CUBA*.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CU/indicateurs-et-conjoncture>

¹²⁴ Bourcier, N. (2020, 29 décembre). À Cuba, la fin du système unique des deux monnaies. *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/29/a-cuba-la-fin-du-systeme-unique-des-deux-monnaies_6064708_3210.html

¹²⁵ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹²⁶ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

Pour terminer, l'administration Biden, malgré des attentes de retour à une politique d'ouverture semblable à Obama, n'opère pas de rupture avec les décisions de Donald Trump et combine un discours parfois plus nuancé mais avec le maintien d'une pression structurelle.¹²⁷

Dans le même temps, l'environnement international a fortement changé. Cuba cherche à diversifier ses partenariats avec d'autres États. La Chine est devenue un partenaire commercial majeur en étant fortement présente dans les domaines comme les télécommunications, les infrastructures et l'énergie renouvelable.¹²⁸ La Russie a également renforcé sa coopération avec Cuba dans les secteurs énergétiques, financiers et politiques.¹²⁹ L'Union européenne adopte de son côté une position différente de celle des États-Unis, en signant l'Accord de dialogue politique et de coopération en 2016. Cet accord promeut le dialogue politique, la coopération et le commerce entre Cuba et l'Union européenne.¹³⁰

¹²⁷ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹²⁸ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹²⁹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹³⁰ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

IV. Impact des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba

1. Introduction

Après avoir analysé le cadre théorique et historique des sanctions économiques, ce chapitre se focalise sur l'impact de ces sanctions sur l'économie et la population cubaines. L'objectif de ce chapitre est d'évaluer la réussite des sanctions économiques étasuniennes sur Cuba en utilisant différents types de données.

Dans un premier temps, ce chapitre s'appuie sur des sources documentaires telles que des rapports d'organisations internationales, des données économiques et des travaux académiques, permettant de comprendre les grandes tendances. Dans un second temps, ce chapitre intègre des données issues d'interviews réalisées auprès de citoyens cubains, offrant un éclairage plus direct sur les expériences vécues au quotidien.

2. Les effets économiques et sociaux des sanctions économiques

2.1. Impact macroéconomique

Pour commencer l'analyse des données, ce chapitre se concentre d'abord sur l'impact macroéconomique des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba à travers l'analyse de l'évolution du PIB cubain. Le recours au PIB (produit intérieur brut) permet de comprendre les dynamiques globales en offrant une vue d'ensemble de la production de richesse nationale. Toutefois, cet indicateur ne permet pas d'isoler l'effet des sanctions économiques parmi d'autres facteurs internes et externes, ni de rendre compte des conditions de vie réelles de la population. Il est donc mobilisé dans un premier temps comme un indicateur de tendance générale. Il s'agira ensuite de comprendre comment les sanctions ont pu influencer le PIB cubain au fil du temps.

2.1.1. Évolution du PIB

À partir de 1960, grâce à son alliance avec l'Union soviétique qui va soutenir massivement l'île d'un point de vue économique, l'économie cubaine a bénéficié d'une croissance relativement stable¹³¹ avec une moyenne de 4,7 % entre 1975 et 1989.¹³² Toutefois, la dissolution de l'Union soviétique et du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) en 1991 constitue un choc majeur. Entre 1990 et 1993 la contraction du PIB est estimée à 35 %, tandis que les importations cubaines chutent brutalement, passant de 8 milliards à 1,7 milliard de dollars par an.¹³³

À partir de 1993, une série de réformes, principalement la libéralisation du dollar et le développement du tourisme, permettent progressivement un retour à une croissance positive, autour de 5 % jusqu'en 2019.¹³⁴ Néanmoins, l'économie cubaine est restée structurellement fragile, en raison de sa dépendance persistante aux partenariats extérieurs et au secteur du tourisme.¹³⁵ En 2020, la pandémie de COVID-19 et la chute du tourisme qu'elle a entraînée ont fait chuter la croissance du PIB à -10,9 %.¹³⁶ Après la pandémie, l'économie cubaine n'a pas su se relever. Entre 2021 et 2024, la croissance du PIB a varié entre 1 % et -1 %.¹³⁷

2.1.2. Impact des sanctions étasuniennes sur le PIB cubain

Même si l'évolution du PIB ne permet pas d'isoler l'effet spécifique des sanctions économiques étasuniennes, il est tout de même possible d'établir des liens.

Pour commencer, la loi Torricelli de 1992 a empêché la croissance du PIB cubain. Elle interdit aux navires ayant fait escale à Cuba d'entrer dans un port étasunien pendant 180 jours, ce qui augmente considérablement les coûts de fret et dissuade les partenaires commerciaux.¹³⁸ Cela

¹³¹ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹³² World Bank Open Data. (n.d.). World Bank Open Data.

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CU>

¹³³ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹³⁴ World Bank Open Data (n.d.), *ibidem*

¹³⁵ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹³⁶ World Bank Open Data (n.d.), *ibidem*

¹³⁷ World Bank Open Data (n.d.), *ibidem*

¹³⁸ Trumbull (2001), *ibidem*

complicque l'import et l'export de biens pour l'île. Cuba doit souvent passer par des intermédiaires tiers pour importer toutes sortes de biens, ce qui augmente les prix.¹³⁹

Ensuite, la loi Helms-Burton de 1996 a également contribué aux difficultés macroéconomiques de Cuba. Elle interdit à Cuba l'accès aux institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale ou la Banque interaméricaine de développement (BID).¹⁴⁰ Cette interdiction prive Cuba de sources de financement indispensables à son développement et limite l'accès du pays aux marchés mondiaux.¹⁴¹

Elle a également fortement augmenté les risques pour les investisseurs privés internationaux.¹⁴² Son titre III, activé en 2019 par Donald Trump, permet à d'anciens propriétaires de poursuivre en justice les entreprises étrangères impliquées dans l'exploitation de biens nationalisés, tandis que son titre IV prévoit des sanctions telles que l'interdiction d'accès au territoire étasunien pour les dirigeants des entreprises nationalisées.¹⁴³ Cette dimension extraterritoriale contraint de nombreuses entreprises à renoncer au marché cubain afin de préserver leurs intérêts aux États-Unis.¹⁴⁴

Les restrictions technologiques liées à l'embargo étasunien constituent un autre frein important à la croissance du PIB cubain.¹⁴⁵ Les réglementations étasuniennes interdisent l'exportation vers Cuba de produits contenant plus de 10 % de composants d'origine étasunienne, ce qui limite fortement l'accès de l'île aux technologies avancées et aux équipements modernes.¹⁴⁶ Cette restriction complique la modernisation des infrastructures et réduit la productivité de l'économie.¹⁴⁷ Elle est renforcée par la réticence des entreprises internationales à transférer des technologies vers Cuba, en raison des risques juridiques et financiers associés aux sanctions.

L'ensemble des sanctions économiques étasuniennes a joué un rôle dans l'évolution du PIB en limitant fortement l'accès de Cuba aux marchés et aux capitaux internationaux, en compliquant les échanges commerciaux et en restreignant l'accès aux technologies de pointe. Selon les

¹³⁹ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹⁴⁰ Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁴¹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁴² Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁴³ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁴⁴ Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁴⁵ Coleman (2001), *ibidem*

¹⁴⁶ Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁴⁷ Coleman (2001), *ibidem*

estimations du gouvernement cubain, l'impact cumulé des sanctions entre 1962 et 2024 atteignait environ 164 milliards de dollars sans tenir compte de l'inflation.¹⁴⁸

Cependant, l'impact des sanctions étasuniennes ne peut être compris de manière isolée. Tant que l'aide soviétique, qui atteignait près de 6 milliards de dollars par an dans les années 1980, compensait ces contraintes, l'économie cubaine parvenait à maintenir une croissance.¹⁴⁹ La crise des années 1990 a ainsi mis en évidence que la vulnérabilité du pays venait autant de la disparition de ce soutien que des effets des sanctions économiques étasuniennes.¹⁵⁰

Par ailleurs, certaines caractéristiques propres à l'économie cubaine ont également contribué à freiner la croissance du PIB. Le caractère centralisé du système économique ainsi que la dépendance de l'économie à des secteurs particulièrement volatils, tels que le tourisme, ont accentué la vulnérabilité du pays face aux chocs externes.¹⁵¹

2.2. Impact sur les conditions de vie à Cuba

Au-delà de ses effets macroéconomiques, les sanctions économiques étasuniennes ont également eu des répercussions sur les conditions de vie quotidiennes de la population cubaine. Ces effets résultent d'un ensemble de contraintes économiques qui se traduisent dans la vie quotidienne. Le secteur de la santé est particulièrement révélateur de l'impact des sanctions économiques étasuniennes sur la population cubaine, car il met en évidence leur coût humain.

2.2.1. Le secteur de la santé

Le système de santé cubain, historiquement reconnu pour ses performances et son accessibilité, a été profondément affecté par les restrictions imposées par l'embargo.¹⁵²

¹⁴⁸ AFP. (2024, 12 septembre). Embargo américain | Cuba chiffre l'impact économique à cinq milliards de dollars sur un an. *La Presse*.

<https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2024-09-12/embargo-america/cuba-chiffre-l-impact-economique-a-cinq-milliards-de-dollars-sur-un-an.php>

¹⁴⁹ Coleman (2001), *ibidem*

¹⁵⁰ Coleman (2001), *ibidem*

¹⁵¹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁵² Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

L'une des restrictions les plus significatives de l'embargo concerne l'accès aux médicaments et aux équipements médicaux. Bien que des exceptions existent en théorie à travers le *Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act* (TSRA), signé en 2000, autorisant l'exportation de produits médicaux vers Cuba, sa mise en œuvre reste inefficace dans la pratique. Ces dérogations s'accompagnent de lourdes contraintes administratives et logistiques, telles que l'obligation de vérifications sur place par les autorités étasuniennes.¹⁵³

L'inclusion de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme depuis 1982 (à l'exception de la période entre 2015 et 2021) a également eu un effet négatif sur le système de santé cubain. De nombreuses banques refusent de traiter les paiements liés à l'achat de matériel médical, par crainte de sanctions financières imposées par les autorités étasuniennes. Cette situation entraîne un allongement des délais de transaction et une augmentation des coûts, pouvant atteindre jusqu'à six fois le prix initial.¹⁵⁴ D'autre part, de nombreux acteurs du secteur pharmaceutique appartiennent à des capitaux étasuniens qui suspendent généralement leurs contrats avec Cuba.¹⁵⁵

Enfin, la loi qui interdit à Cuba d'acquérir tout équipement contenant plus de 10 % de composants d'origine étasunienne prive Cuba d'importer des technologies étasuniennes essentielles, comme les scanners qui servent au diagnostic et au traitement du cancer, ou encore certains médicaments utilisés dans le traitement de leucémies pédiatriques.¹⁵⁶

Les conséquences de ces restrictions sur la santé publique sont largement documentées par les organisations non gouvernementales. Amnesty International qualifie les effets de l'embargo sur les droits économiques et sociaux de « désastreux », estimant qu'« il viole le droit international en affectant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables ».¹⁵⁷

¹⁵³ Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁵⁴ Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁵⁵ Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁵⁶ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹⁵⁷ Amnesty International (2009), *ibidem*

2.2.2. *Sanctions économiques et détérioration des conditions de vie*

Les effets des sanctions économiques envers Cuba sur les conditions de vie ne se limitent pas au secteur de la santé. Ils se manifestent également à travers des difficultés quotidiennes qui affectent directement la population cubaine.

Par exemple, l’embargo restreint l’accès des Cubains à certains produits de base, comme les biens d’hygiène essentiels, et augmente la fréquence des coupures d’électricité qui atteignent souvent entre 10 et 14 heures par jour en 2024.¹⁵⁸

Les sanctions économiques contribuent à l’inflation persistante, augmentant directement les prix à la consommation. Les restrictions imposées aux navires ayant accosté à Cuba provoquent notamment une augmentation des coûts de fret pouvant varier de 10 % à 400 %.¹⁵⁹ Ces surcoûts sont ensuite répercutés sur le prix des biens de consommation.

Les sanctions économiques imposées à l’île engendrent une dégradation des infrastructures et des services publics. Le manque de ressources et de matériaux limite le développement des réseaux de transport, du logement et des services urbains.¹⁶⁰

À ces difficultés s’ajoutent d’autres mesures ponctuelles qui ont renforcé la vulnérabilité économique des Cubains. Le durcissement des sanctions économiques sous l’administration Trump, notamment le blocage des transferts de fonds depuis les États-Unis (*remesas*), a privé de nombreuses familles d’une source essentielle de revenus.¹⁶¹

2.2.3. *Les sanctions économiques, facteur aggravant de la crise économique*

Les sanctions économiques apparaissent comme un instrument qui, sans être à l’origine de toutes les difficultés, contribue à amplifier les fragilités de l’économie cubaine et à en prolonger la durée. Elles s’inscrivent ainsi dans une logique déjà formulée dès 1960 dans le mémorandum Mallory.¹⁶²

¹⁵⁸ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹⁵⁹ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹⁶⁰ Garfield & Santana (1997), *ibidem*

¹⁶¹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁶² Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

Il convient toutefois de nuancer l'analyse. Si l'embargo joue un rôle déterminant, il ne constitue pas à lui seul l'origine des difficultés économiques et sociales rencontrées par Cuba.¹⁶³ Il tend plutôt à amplifier des fragilités déjà présentes au sein du système cubain.¹⁶⁴ En limitant fortement la capacité du pays à faire face aux chocs externes, qu'il s'agisse de crises sanitaires comme la pandémie de COVID-19 ou de catastrophes naturelles, les sanctions économiques réduisent les marges de manœuvre du gouvernement cubain pour apporter des réponses efficaces, et ce même en contexte d'urgence humanitaire.¹⁶⁵

3. Données issues d'interviews

Afin de compléter l'analyse basée sur les données économiques et les documents scientifiques, des interviews ont été réalisées auprès de citoyens cubains. L'objectif de cette démarche est de confronter les données issues de sources secondaires en intégrant des témoignages directs sur les conditions de vie et la perception des effets des sanctions économiques au quotidien.

Pour garantir la sécurité des répondants dans un contexte sensible et pour limiter les risques liés à l'expression d'opinions personnelles, les interviews ont été réalisées dans l'anonymat et la confidentialité.

Ces interviews présentent certaines limites, notamment en termes de représentativité, mais elles constituent un complément intéressant aux sources traditionnelles en offrant un accès direct aux expériences individuelles.

3.1. Impact des sanctions économiques sur le quotidien des Cubains

Les répondants mettent d'abord en évidence le poids encore très présent de la « période spéciale » des années 1990 dans la mémoire collective cubaine. Ils considèrent cette période,

¹⁶³ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁶⁴ Coleman (2001), *ibidem*

¹⁶⁵ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

marquée par l'effondrement du bloc soviétique, comme l'un des moments les plus difficiles de l'histoire récente du pays.¹⁶⁶ Certains soulignent, à l'inverse, que les années 1980 sont perçues comme une période de relative stabilité économique, durant laquelle « les Cubains pouvaient vivre de leur salaire et avaient un accès relativement stable aux biens et services ».¹⁶⁷ Ces témoignages confirment l'importance du soutien soviétique avant les années 1990.

Par ailleurs, les témoignages confirment les difficultés rencontrées par le système de santé cubain. Plusieurs répondants évoquent les pénuries de médicaments, les problèmes d'accès aux examens médicaux préventifs et la dégradation générale des services médicaux.¹⁶⁸ Certains estiment que ces difficultés se sont accentuées depuis la pandémie de COVID-19. Un répondant affirme que « Cuba n'a pas pu se remettre de la crise générée par la pandémie, aggravée par le blocus ».¹⁶⁹ Un autre évoque directement les conséquences des sanctions durant la pandémie en affirmant que l'administration Biden « a laissé la situation telle qu'elle était sous la première administration Trump » et mentionne les obstacles pour accéder à l'oxygène médical pendant la crise sanitaire.¹⁷⁰

Au-delà des problèmes liés au système de santé, plusieurs participants décrivent une détérioration plus générale des conditions de vie. Les coupures d'électricité, les difficultés d'approvisionnement alimentaire, les problèmes de transport et la faiblesse des revenus reviennent fréquemment dans les réponses.^{171 172}

Quand ils sont interrogés à propos du lien entre les sanctions économiques étasuniennes et les obstacles rencontrés au quotidien, les répondants établissent un lien clair entre les deux. L'un d'eux compare la situation cubaine au fait de « demander à quelqu'un de respirer alors qu'on lui tient la gorge ».¹⁷³ Ce point de vue rejoint les analyses développées précédemment concernant les effets des sanctions sur l'économie cubaine en matière d'accès aux marchés internationaux, aux technologies et aux financements extérieurs.

¹⁶⁶ Voir Annexe 2

¹⁶⁷ Voir Annexe 2

¹⁶⁸ Voir Annexe 1

¹⁶⁹ Voir Annexe 1

¹⁷⁰ Voir Annexe 3

¹⁷¹ Voir Annexe 2

¹⁷² Voir Annexe 1

¹⁷³ Voir Annexe 2

Toutefois, les témoignages nuancent également cette lecture en soulignant les responsabilités internes du système cubain. Plusieurs répondants considèrent que les difficultés actuelles sont le résultat à la fois des sanctions extérieures et des problèmes internes liés à la gestion économique et politique du pays.¹⁷⁴ Un participant affirme que « les politiques internes n'ont pas été les plus efficaces » et qu'elles ont parfois manqué « de cohérence, de décision et d'audace ».¹⁷⁵ Ces témoignages confirment l'analyse en montrant que l'embargo agit comme un facteur aggravant les fragilités de l'économie cubaine.

Dans l'ensemble, ces témoignages confirment les tendances observées dans les données économiques et les travaux académiques analysés dans ce chapitre. Ils montrent que les sanctions économiques étasuniennes produisent des effets négatifs concrets sur les conditions de vie de la population cubaine, tout en soulignant que ces difficultés s'inscrivent également dans un contexte de fragilités internes.

4. Conclusion

Après avoir analysé les effets des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba, cette section a pour objectif de comprendre pourquoi la littérature existante décrit souvent ces sanctions comme un échec.

4.1. Évolution des objectifs politiques de l'embargo contre Cuba

Tout d'abord, il faut revenir sur leur objectif initial. En réalité, les objectifs des sanctions économiques et de l'embargo sur Cuba ont évolué au fil du temps.

Le premier document qui évoque l'objectif de ces sanctions est le mémorandum rédigé par Lester Mallory en 1960. Dans ce document interne du Département d'État étasunien, Mallory affirme que le gouvernement de Fidel Castro bénéficie encore d'un soutien populaire important et qu'il existe peu de possibilités de provoquer son renversement par des moyens politiques traditionnels. Il recommande alors de détériorer les conditions de vie afin de réduire le soutien

¹⁷⁴ Voir Annexe 1

¹⁷⁵ Voir Annexe 2

populaire au régime. Le texte évoque explicitement la nécessité de provoquer « la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement ». ¹⁷⁶

Après la disparition de l'Union soviétique, les justifications officielles évoluent. Le *Cuban Democracy Act*, en 1992, affirme que les sanctions doivent favoriser une transition vers la démocratie et l'économie de marché à Cuba. La logique de pression économique reste présente, mais elle est désormais justifiée par la promotion de la démocratie plutôt que par la lutte contre le communisme. ¹⁷⁷

Barack Obama est le premier président à reconnaître publiquement que l'isolement économique n'a pas permis d'atteindre les objectifs politiques recherchés. Il affirme ainsi que « ce que les États-Unis faisaient ne fonctionnait pas » et que « nous devons avoir le courage de reconnaître cette vérité ». Dans cette logique, il défend une stratégie d'ouverture diplomatique et économique envers Cuba, toujours avec l'objectif de démocratisation. ¹⁷⁸

Enfin, sous Donald Trump, la logique de pression maximale réapparaît clairement. Les sanctions sont renforcées afin de priver le gouvernement cubain de ressources financières et de favoriser un changement politique sur l'île. ¹⁷⁹

En résumé, la pression des États-Unis sur Cuba pèse depuis de nombreuses années. Elle s'est maintenue de manière continue mis à part sous l'administration d'Obama qui a essayé de privilégier le dialogue. L'objectif initial, à savoir la chute du régime castriste, est resté relativement constant. Toutefois, alors qu'au début les sanctions étaient principalement justifiées par la lutte contre le communisme, cette justification a progressivement été remplacée, après la chute du bloc soviétique, par la promotion des droits humains et de la démocratie.

¹⁷⁶ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁷⁷ LeoGrande & Thomas (2002), *ibidem*

¹⁷⁸ Obama, B. (2016, 22 mars). Remarks by President Obama to the people of Cuba [Transcription de discours]. *The White House, Office of the Press Secretary*.
<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/03/22/remarks-president-obama-people-cuba>

¹⁷⁹ Trump, D. J. (2025, 30 juin). National Security Presidential Memorandum/NSPM-5: Strengthening the Policy of the United States Toward Cuba. *The White House*.
<https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/06/national-security-presidential-memorandum-nspm-5/>

4.2. L'efficacité contestée des sanctions économiques contre Cuba

Ce chapitre montre que, de leur mise en place jusqu'à la fin du mandat de Joe Biden, les sanctions économiques des États-Unis ont eu des conséquences importantes sur Cuba. L'Assemblée générale des Nations Unies a d'ailleurs, à de nombreuses reprises, condamné l'embargo étasunien comme étant contraire à la Charte des Nations Unies et au droit international.¹⁸⁰ Selon Amnesty International, « l'impact négatif de l'embargo est omniprésent dans les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement humain à Cuba, affectant gravement les groupes socio-économiques les plus vulnérables de la population cubaine ». Les sanctions économiques étasuniennes ont donc impacté l'économie cubaine et les conditions de vie des Cubains sans atteindre leur objectif initial. Peut-on, sur la base de ce constat, considérer que les sanctions économiques contre Cuba sont un échec pour les États-Unis ?

Comme vu dans le cadre théorique, pour mesurer l'efficacité des sanctions économiques, plusieurs critères peuvent être pris en compte.

Tout d'abord, le critère principal est l'observation d'un changement de comportement ou de régime de l'État cible pour s'aligner sur les souhaits de l'émetteur.¹⁸¹ De ce point de vue, malgré plus de soixante années de sanctions économiques, aucun changement de régime politique n'a eu lieu à Cuba pendant la période étudiée. Le régime castriste s'est maintenu après Fidel Castro, sous Raúl Castro et Miguel Díaz-Canel, sans transition vers un système démocratique conforme aux attentes étasuniennes. L'embargo a plutôt renforcé le discours anti-impérialiste du régime cubain, permettant au régime de détourner l'attention publique des problèmes internes vers une menace extérieure.¹⁸²

De plus, l'efficacité des sanctions économiques peut également être évaluée par leur capacité à envoyer des signaux politiques clairs aux pays cibles, aux alliés ou à l'opinion publique.¹⁸³ Sous cet angle, les sanctions contre Cuba peuvent être considérées comme partiellement efficaces. Depuis la guerre froide, elles ont permis aux États-Unis d'affirmer leur opposition au régime

¹⁸⁰ Amnesty International (2009), *ibidem*

¹⁸¹ Hufbauer, Schott & Elliott (2007), *ibidem*

¹⁸² Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁸³ Hufbauer, Schott & Elliott (2007), *ibidem*

cubain et de maintenir une position politique cohérente vis-à-vis d'un gouvernement considéré comme communiste durant la guerre froide, puis comme autoritaire et opposé aux intérêts étasuniens.

Pour terminer, l'efficacité des sanctions économiques peut reposer sur une analyse rationnelle des coûts et des bénéfices économiques imposés à la cible, indépendamment des résultats politiques obtenus.¹⁸⁴ De ce point de vue, les sanctions ont clairement imposé des coûts économiques importants à Cuba. Comme montré dans ce chapitre, elles ont limité l'accès du pays aux marchés internationaux, aux capitaux étrangers, aux technologies de pointe et à certaines ressources essentielles. Elles ont également contribué à fragiliser les conditions de vie de la population cubaine en accentuant les pénuries, l'inflation et les difficultés du système de santé.

En conclusion, il apparaît difficile de considérer les sanctions économiques contre Cuba comme un succès total ou comme un échec complet pour les États-Unis. Leur efficacité dépend en réalité du critère d'évaluation retenu.

D'un côté, les sanctions peuvent être considérées comme inefficaces si l'on se base sur leur objectif politique principal, à savoir provoquer un changement de régime ou une transition démocratique à Cuba. Malgré plus de soixante années de pression économique, le régime cubain est resté en place et aucun alignement significatif sur les attentes politiques étasuniennes n'a été observé.

D'un autre côté, les sanctions ont eu un impact important sur Cuba. Elles ont affaibli l'économie cubaine et limité son accès aux marchés internationaux, aux capitaux et aux technologies. Les sanctions économiques ont également eu des répercussions concrètes sur les conditions de vie de la population. Elles ont permis aux États-Unis d'affirmer une position politique constante contre le régime cubain et d'envoyer un signal politique clair, tant à l'échelle internationale qu'au niveau de la politique intérieure étasunienne.

Les sanctions économiques contre Cuba se caractérisent donc par une inefficacité politique apparente. Si elles ont effectivement permis d'imposer des coûts économiques importants et de

¹⁸⁴ Hufbauer, Schott & Elliott (2007), *ibidem*

maintenir une pression durable sur le régime cubain, elles ne sont pas parvenues à atteindre leur objectif politique central de transformation du régime cubain. Cette combinaison de coûts économiques élevés et d'absence de résultats politiques explique le débat persistant autour de l'efficacité réelle de l'embargo étasunien contre Cuba.

V. Les variables qui expliquent le maintien des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba

1. Introduction

Après avoir analysé les effets des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba ainsi que les limites de leur efficacité politique, il est désormais possible de revenir à la question centrale de ce travail. En effet, malgré plus de soixante années de sanctions et l'absence de transition politique à Cuba, les États-Unis ont maintenu leur politique de pression économique envers l'île.

L'objectif de ce chapitre est donc de comprendre quelles sont les variables qui permettent d'expliquer la persistance des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba jusqu'à la fin du mandat de Joe Biden en 2025.

2. Le poids électoral de la diaspora cubaine aux États-Unis

La première variable qui permet de comprendre pourquoi les États-Unis ont maintenu les sanctions économiques contre Cuba est le poids politique de la diaspora cubaine ayant fui l'île vers les États-Unis et plus particulièrement vers la Floride depuis la révolution de 1959.¹⁸⁵ La population d'origine cubaine aux États-Unis est estimée en 2023 à 2,8 millions de personnes.¹⁸⁶

Cette migration s'est déroulée en continu depuis la révolution. Cependant, on peut distinguer quatre vagues majeures.¹⁸⁷ La première vague arrive au lendemain de la révolution. Les exilés, estimés à 165 000 personnes¹⁸⁸, sont majoritairement l'élite économique du pays et les partisans

¹⁸⁵ Pérez, L. (2006). *A Cuban transition . . . in Miami?* Florida International University. <https://cri.fiu.edu/assets/docs/a-cuban-transition-in-miami.pdf>

¹⁸⁶ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁸⁷ Lafleur, J.-M. (2005). « ¿Bienvenidos a Miami? » La politique cubaine américaine de 1959 à 2004. *Revue européenne des migrations internationales*, 21(3), 149–177. <https://doi.org/10.4000/remi.2527>

¹⁸⁸ Rennack, D. E., & Sullivan, M. P. (2005). Migration. *U.S.-Cuban relations: An analytic compendium of U.S. policies, laws & regulations* (pp. 285–299). Atlantic Council. <http://www.jstor.com/stable/resrep03523.8>

de Batista.¹⁸⁹ La deuxième vague a eu lieu entre 1965 et 1973. Fidel Castro, pour évacuer les citoyens insatisfaits par la radicalisation du régime et ainsi faire redescendre la tension sur l'île, a décidé d'ouvrir les frontières. Ce sont 340 000 Cubains, majoritairement de la classe moyenne, qui ont quitté l'île.¹⁹⁰ La troisième vague a eu lieu en 1980. Fidel Castro, pour de nouveau faire redescendre la tension sur l'île a décidé d'ouvrir le port de Mariel pour permettre à 125 000 Cubains mécontents de partir s'exiler aux États-Unis.¹⁹¹ Pour terminer, la quatrième vague quitte Cuba à la suite de la chute du bloc soviétique et de la crise économique profonde qui a suivi.¹⁹² Entre 1989 et 1994, 20 000 Cubains ont quitté l'île chaque année.¹⁹³

Cette diaspora, via son influence, a transformé la question des relations avec Cuba en enjeu important de la politique interne aux États-Unis. Cette influence repose d'abord sur la concentration de la diaspora cubaine en Floride et plus particulièrement à Miami.¹⁹⁴ La Floride est un État électoralement décisif car elle est considérée comme un « *swing state* » lors des élections présidentielles aux États-Unis.¹⁹⁵ Cela signifie que, historiquement, la Floride est un État où aucun parti politique ne gagne à coup sûr les élections. Un faible écart de voix peut faire basculer l'ensemble des grands électeurs de l'État en faveur d'un candidat.¹⁹⁶ Cela signifie qu'une minorité comme la communauté cubaine peut faire basculer l'État de Floride entre démocrates et républicains.¹⁹⁷ Les différents candidats aux élections présidentielles ont donc eu intérêt à aller dans le sens de la diaspora cubaine en Floride, critique envers le régime cubain.¹⁹⁸ D'autant plus que la diaspora cubaine se distingue des autres communautés issues de l'immigration par des taux élevés de naturalisation, d'inscription sur les listes électorales et de participation au vote ce qui augmente leur capacité d'influence sur le scrutin.¹⁹⁹

L'élection présidentielle de 2000 illustre parfaitement l'importance de la Floride comme « *swing state* ». George W. Bush gagne l'élection grâce à la Floride où il bat son adversaire de

¹⁸⁹ Menéndez, M. (2005). *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain : Un poids, deux mesures*. CNRS Éditions.

¹⁹⁰ Lafleur (2005), *ibidem*

¹⁹¹ Rennack & Sullivan (2005), *ibidem*

¹⁹² Lafleur (2005), *ibidem*

¹⁹³ Rennack & Sullivan (2005), *ibidem*

¹⁹⁴ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁹⁵ Eckstein, S. (2012). How Cubans transformed Florida politics and leveraged local for national influence. *Boston University*.

https://digitalcommons.usf.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1016&context=las_hhfc

¹⁹⁶ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

¹⁹⁷ Eckstein (2012), *ibidem*

¹⁹⁸ Pérez (2006), *ibidem*

¹⁹⁹ Lafleur (2005), *ibidem*

seulement quelques centaines de voix notamment grâce au soutien de la communauté cubaine.²⁰⁰ Cet épisode a confirmé l'importance de l'électorat cubano-étasunien de Floride pour les Républicains et les Démocrates.²⁰¹

À partir des années 1980, l'activisme des exilés qui était jusque-là ancré dans la rue se transforme en stratégie institutionnelle. En 1981, la Fondation nationale cubano-étasunienne (CANF) est créée. Elle est dirigée par Jorge Mas Canosa.²⁰² La CANF est un véritable lobby pensé pour être un instrument capable d'influencer le Congrès, l'exécutif et les campagnes électorales aux États-Unis.²⁰³ La CANF a soutenu des candidats favorables à une ligne dure contre le régime cubain, qu'ils soient républicains ou démocrates. Cette stratégie a permis de construire un consensus bipartisan autour du maintien des sanctions envers Cuba.²⁰⁴ L'influence de la CANF a par exemple joué un rôle central dans l'adoption de la loi Torricelli en 1992 et de la loi Helms-Burton en 1996 qui ont renforcé les sanctions étasuniennes contre Cuba.²⁰⁵

La diaspora cubaine a également une influence directe au sein des institutions. En 2020, le nombre d'élus issus de la diaspora cubaine au Congrès est monté à dix, parmi lesquels des figures influentes comme Marco Rubio ou Bob Menendez.²⁰⁶ Ces personnalités, qui défendent une ligne dure vis-à-vis du régime cubain, peuvent bloquer ou ralentir les initiatives du Congrès qui visent un assouplissement des sanctions. Sous l'administration Obama, certains élus d'origine cubaine ont ainsi utilisé leur influence pour ralentir la mise en œuvre de certaines mesures de rapprochement entre Cuba et les États-Unis.²⁰⁷

Toutefois, la diaspora cubaine n'est plus aussi homogène que dans les premières années suivant la révolution. Même si la CANF reste très active, les nouvelles générations nées aux États-Unis et les Cubains arrivés après la vague 1994 sont souvent plus favorables à des politiques qui favorisent le dialogue avec Cuba.²⁰⁸

²⁰⁰ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²⁰¹ Pérez (2006), *ibidem*

²⁰² Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²⁰³ Eckstein (2012), *ibidem*

²⁰⁴ Eckstein (2012), *ibidem*

²⁰⁵ Eckstein (2012), *ibidem*

²⁰⁶ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²⁰⁷ Gómez, M. R. (2019). The Cuban-American right in policy towards Cuba: Architects, puppets or useful instruments? *Cubarte*.

<https://cubarte.cult.cu/revista-temas/cuban-american-right-policy-towards-cuba/>

²⁰⁸ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

Donald Trump a cependant parfaitement mobilisé les plus conservateurs de la diaspora cubaine lors de son élection en 2016 afin de gagner l'État de Floride.²⁰⁹ Cela montre que, même si la diaspora cubaine en Floride n'est plus aussi unifiée qu'auparavant, elle reste suffisamment puissante pour peser sur les calculs électoraux des partis politiques aux États-Unis.

Le poids électoral de la diaspora cubaine est certainement l'un des facteurs qui contribuent très fortement à expliquer la persistance des sanctions économiques étasuniennes envers Cuba.

3. L'absence d'un contre-lobby efficace

Le poids du lobby anticastriste créé par la diaspora cubaine en Floride doit être compris à la lumière d'un autre facteur. En effet, un contre-lobby significatif capable de se mobiliser pour assouplir les relations et retirer les sanctions économiques n'existe pas.²¹⁰ La longévité des sanctions ne peut être vue seulement par la force des groupes favorables à l'embargo comme la CANF, mais aussi par la faiblesse de ceux qui s'y opposent.²¹¹

Ce n'est qu'à partir des années 1990 que certains secteurs économiques étasuniens commencent à percevoir le coût d'opportunité économique des sanctions étasuniennes sans pour autant créer un véritable lobby.²¹² D'abord, le secteur agricole prend conscience de l'existence d'un marché proche géographiquement et potentiellement profitable. Des organisations comme le *Farm Bureau*, le lobby de l'agriculture aux États-Unis, commencent à faire pression sur les responsables politiques pour lever certaines restrictions commerciales pour permettre aux agriculteurs étasuniens de bénéficier du marché cubain.²¹³ On estime que les exportateurs étasuniens de riz et de blé seraient les plus compétitifs, pouvant capturer entre 40 % et 60 % du marché cubain au détriment de fournisseurs comme la Thaïlande ou la France.²¹⁴ La chambre de commerce des États-Unis a également commencé à défendre un assouplissement des

²⁰⁹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²¹⁰ Pérez (2006), *ibidem*

²¹¹ Pérez (2006), *ibidem*

²¹² Lafleur (2005), *ibidem*

²¹³ Lafleur (2005), *ibidem*

²¹⁴ Coleman (2001), *ibidem*

sanctions économiques craignant que des entreprises étrangères prennent une avance durable sur le marché cubain.²¹⁵

Le tourisme est un autre secteur économique aux États-Unis qui a poussé en faveur d'un assouplissement des sanctions envers Cuba. Dès les années 1990, plusieurs entreprises étasuniennes réalisent que la proximité géographique de Cuba en fait un marché touristique potentiellement rentable dont elles sont exclues. Cette frustration grandit face aux investissements réalisés par des groupes canadiens et européens sur l'île.²¹⁶ Plusieurs études estiment qu'en l'absence de sanctions, près d'un million de touristes étasuniens pourraient visiter Cuba chaque année, générant des revenus importants aussi bien pour l'économie cubaine que pour les compagnies aériennes, agences de voyage et groupes hôteliers étasuniens.²¹⁷

La pression de certains secteurs aux États-Unis a tout de même permis la mise en place du *Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act* (TSRA) en 2000. Cette loi autorise certaines ventes de nourriture et de médicaments à Cuba.²¹⁸ Cela prouve que les intérêts agricoles et commerciaux peuvent influencer les politiques étasuniennes envers Cuba. Cependant, comme vu précédemment, certaines conditions du *TSRA* imposent de lourdes démarches administratives qui rendent les échanges commerciaux très compliqués à mettre en place sur le terrain.²¹⁹

L'absence d'un lobbying en faveur d'un assouplissement des relations avec Cuba s'explique aussi par la nature du marché cubain. Pour certains secteurs économiques, Cuba représente une opportunité intéressante, mais rarement un enjeu vital. Les entreprises étasuniennes peuvent souhaiter commercer avec Cuba sans pour autant être prêtes à se battre politiquement pour obtenir un changement de législation de la part de Washington.²²⁰

²¹⁵ Gibbs, J. F. (2011). *US policy towards Cuba*. Routledge.

²¹⁶ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²¹⁷ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²¹⁸ Amnesty International (2009), *ibidem*

²¹⁹ Coleman (2001), *ibidem*

²²⁰ Coleman (2001), *ibidem*

4. Rigidité et inertie institutionnelle

Une autre variable qui permet de comprendre la persistance de l’embargo réside dans la rigidité institutionnelle du système étasunien. À partir de 1996 et de la loi Helms-Burton, les sanctions étasuniennes contre Cuba se sont consolidées.²²¹

Avant cette loi, l’embargo reposait principalement sur des mesures exécutives, sans intervention directe du Congrès. Le président disposait d’une marge de manœuvre pour adapter la politique étasunienne envers Cuba. Avec la loi Helms-Burton, les restrictions sont codifiées dans la loi fédérale, ce qui transforme la nature de l’embargo.²²² Désormais, un président ne peut plus lever seul l’embargo. Il doit composer avec le Congrès, qui détient le pouvoir de modifier ou d’abroger la législation.²²³

La loi Helms-Burton fixe également des conditions strictes pour la levée des sanctions économiques envers Cuba. Elle conditionne la levée des sanctions économiques à l’élection d’un gouvernement démocratique. Elle exige également l’exclusion de Fidel et Raúl Castro ou de tout successeur du pouvoir, la légalisation de tous les partis politiques, l’organisation d’élections libres et la restitution des propriétés étasuniennes nationalisées ou leur compensation.²²⁴

Un bon exemple de cette rigidité institutionnelle est le processus de normalisation des relations entre les deux États initié en 2014 par l’administration Obama. En effet, Obama a assoupli certaines restrictions tout en étant limité par le cadre légal existant. Cette limitation a rendu les avancées vulnérables à un changement d’administration. L’arrivée de Donald Trump a ainsi permis un retour rapide à une politique de pression, sans qu’il soit nécessaire de reconstruire un nouveau cadre juridique.²²⁵

²²¹ Kamalu, N. C. (2017). From revolution and isolation to cooperation: U.S.-Cuba relations in the context of the 1996 Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act. *Journal of Global Initiatives: Policy, Pedagogy, Perspective*, 11(2), 105–129.

<https://digitalcommons.kennesaw.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1214&context=jgi>

²²² Amnesty International (2009), *ibidem*

²²³ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²²⁴ Mensah (2019), *ibidem*

²²⁵ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

Au-delà de cette rigidité institutionnelle, le maintien de l'embargo peut être vu comme le résultat d'une inertie institutionnelle. L'embargo est devenu une politique d'État héritée de la guerre froide, dont les fondements sont restés stables depuis les administrations Eisenhower et Kennedy.²²⁶ Modifier une politique aussi ancienne et aussi codifiée demande un investissement politique important. Or, peu de présidents ont intérêt à dépenser leur capital politique sur un dossier qui n'est pas prioritaire pour la majorité de l'opinion publique étasunienne. Les dirigeants cherchent à préserver leur image en évitant les dossiers où l'échec législatif est probable.²²⁷ La levée de l'embargo exigerait de convaincre un Congrès souvent divisé sur la question cubaine. Le maintien du statu quo apparaît donc comme l'option la moins risquée.²²⁸

5. Le contentieux des nationalisations

Un autre facteur de la persistance de l'embargo se trouve dans le contentieux autour des propriétés étasuniennes nationalisées après la révolution cubaine.²²⁹ En effet, après la révolution de 1959, le gouvernement de Fidel Castro a nationalisé de nombreux actifs appartenant à des entreprises et citoyens étasuniens. La valeur de ces biens est estimée à environ 1,8 milliard de dollars.²³⁰ La confiscation de ces biens est l'une des raisons qui a poussé les États-Unis à mettre en place des restrictions commerciales contre Cuba.²³¹

Le titre III de la loi Helms-Burton de 1996 permet aux citoyens étasuniens, y compris certains Cubano-Étasuniens devenus citoyens après la confiscation de leurs biens, de poursuivre devant les tribunaux étasuniens les entreprises étrangères qui travaillent avec des propriétés nationalisées.²³²

Les compensations des biens nationalisés après la révolution sont également intégrée aux conditions de levée de l'embargo de la loi Helms-Burton.²³³ Cette condition est difficile à satisfaire car cela demanderait au régime cubain d'accepter une remise en cause de la révolution et de sa politique de nationalisation. Pour les États-Unis, abandonner cette exigence pourrait

²²⁶ Gómez (2019), *ibidem*

²²⁷ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²²⁸ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²²⁹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²³⁰ Mensah (2019), *ibidem*

²³¹ Mensah (2019), *ibidem*

²³² Amnesty International (2009), *ibidem*

²³³ Amnesty International (2009), *ibidem*

être perçu comme une renonciation à défendre les droits de propriété de leurs citoyens. La compensation des propriétés nationalisées crée donc une impasse.²³⁴

Pendant plus de vingt ans, les présidents des États-Unis ont renouvelé la suspension de l'application du titre III tous les six mois afin d'éviter des conflits diplomatiques avec les alliés des États-Unis, notamment l'Union européenne et le Canada, dont certaines entreprises étaient présentes à Cuba.²³⁵ En 2019, l'administration Trump active finalement le titre III, ouvrant la voie à de nouvelles poursuites judiciaires.²³⁶

6. Entre idéologie, crédibilité et réputation

La persistance des sanctions économiques repose également sur une dimension idéologique.²³⁷ Depuis la Guerre froide et plus particulièrement depuis la crise des missiles en 1962, Cuba occupe une place symbolique particulière dans l'imaginaire étasunien. L'île représente non seulement un adversaire politique, mais aussi une remise en cause de l'influence étasunienne sur le continent américain.²³⁸

Pendant la guerre froide, les sanctions sont justifiées par la nécessité de contenir l'expansion de l'idéologie communiste sur le continent américain. Cuba, alliée de l'Union soviétique, est vue comme un avant-poste du communisme sur le continent.²³⁹ Après 1991 et la chute de l'Union soviétique, cette justification perd de sa crédibilité.

Au même moment, Cuba, qui ne présente plus de menace militaire pour les États-Unis s'ouvre de plus en plus à l'international et commence à libéraliser son économie. Washington a donc été obligé de modifier les justifications de sa politique. La lutte contre le communisme a été remplacée par un discours centré sur la démocratie et les droits humains.²⁴⁰

²³⁴ Mensah (2019), *ibidem*

²³⁵ Mensah (2019), *ibidem*

²³⁶ Mensah (2019), *ibidem*

²³⁷ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

²³⁸ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

²³⁹ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

²⁴⁰ Lafleur (2005), *ibidem*

Ce nouveau narratif qui présente l'embargo comme un instrument destiné à favoriser la démocratisation de l'île a permis aux États-Unis de maintenir la même politique que pendant la guerre froide.²⁴¹ Ce changement donne une nouvelle justification morale aux sanctions économiques étasuniennes.

En suivant cette justification, les sanctions économiques étasuniennes peuvent être vues comme un paradoxe. D'un côté, les États-Unis affirment défendre les droits humains et la démocratie à travers les sanctions économiques. De l'autre, ces sanctions contribuent à aggraver les difficultés économiques et sociales de la population cubaine.²⁴² Les États-Unis estiment que le gouvernement cubain est responsable de toutes ces difficultés et que l'embargo est un moyen de pression légitime sur le régime en place même s'il touche directement la société cubaine.²⁴³

Au-delà du narratif utilisé pour justifier les sanctions économiques envers Cuba, la crédibilité des États-Unis sur la scène internationale peut également être vue comme une variable qui explique la persistance des sanctions économiques étasuniennes. Pour les administrations étasuniennes, lever l'embargo sans concessions majeures de la part du régime cubain pourrait être interprété comme un aveu d'échec de plusieurs décennies de pression.²⁴⁴

Les sanctions sont également un instrument de politique étrangère peu coûteux. Elles permettent de rester crédible et d'afficher une posture de fermeté sans recourir à une intervention militaire directe.²⁴⁵ Même si leur efficacité est incertaine, elles offrent aux décideurs étasuniens une solution intermédiaire entre l'inaction totale et l'usage de la force.²⁴⁶

La réputation des États-Unis joue également un rôle dans le maintien de l'embargo. Les sanctions économiques contre Cuba montrent au monde entier que Washington est capable de punir un régime qu'il juge hostile. Toute ouverture envers Cuba sans changement politique sur l'île pourrait être perçue, tant au niveau national qu'international, comme une récompense accordée à un régime autoritaire. À l'inverse, le maintien des sanctions économiques et le

²⁴¹ Lafleur (2005), *ibidem*

²⁴² Lafleur (2005), *ibidem*

²⁴³ Mensah (2019), *ibidem*

²⁴⁴ Lafleur (2005), *ibidem*

²⁴⁵ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²⁴⁶ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

maintien de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme permettent d'affirmer une cohérence normative.²⁴⁷

7. L'absence de coût significatif pour Washington

Une autre raison de la longévité des sanctions économiques contre Cuba est le faible coût pour les États-Unis. Une politique inefficace peut être abandonnée lorsqu'elle devient trop coûteuse. Or, dans le cas cubain, le maintien des sanctions n'a jamais imposé de coût économique ou politique suffisamment élevé aux États-Unis pour les contraindre à retirer les sanctions.²⁴⁸

Sur le plan économique, les États-Unis disposent d'une des économies les plus fortes au monde, largement indépendante du marché cubain.²⁴⁹ Comme cela a été montré dans ce chapitre, les sanctions économiques privent certaines entreprises étasuniennes d'opportunités commerciales. Cependant, ces pertes restent marginales à l'échelle de l'économie étasunienne.²⁵⁰ Il n'existe donc pas d'incitations économiques assez fortes pour imposer un changement de politique.

D'un point de vue politique, Cuba a progressivement cessé d'être une priorité stratégique après la fin de la guerre froide pour les États-Unis. Pendant les années 1960, l'île est perçue comme un avant-poste soviétique dans l'hémisphère américain. Après 1991, cette menace disparaît. Cuba n'est plus une priorité, les administrations étasuniennes n'ont pas d'intérêts spécifiques à investir davantage de capital politique pour transformer une politique ancienne et controversée. Le régime de sanctions perdure, non parce qu'il est central, mais parce qu'il n'est pas assez important pour justifier une bataille politique.²⁵¹

Même si la majorité de la population étasunienne est favorable à une normalisation, elle reste généralement peu mobilisée sur cette question. En revanche, pour les partisans de l'embargo, la question est prioritaire. Cette asymétrie de mobilisation crée une situation où le maintien des

²⁴⁷ Shevchuk, V. (2017). *Cuban-American relations in the 21st century: The end of the "Blockade"?* Academia.edu.

<https://doi.org/10.13140/RG.2.2.35641.67680>

²⁴⁸ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²⁴⁹ Coleman (2001), *ibidem*

²⁵⁰ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²⁵¹ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

sanctions ne coûte presque rien politiquement, tandis que leur levée peut provoquer une opposition intense.²⁵²

8. Les événements politiques ayant contribué au maintien des sanctions

La persistance de l’embargo peut finalement s’expliquer par le rôle de certains événements déclencheurs qui ont régulièrement renforcé les partisans de la ligne dure. Ces événements ont permis de bloquer des ouvertures ou de justifier de nouveaux durcissements.²⁵³ Plusieurs événements illustrent cette dynamique.

Pour commencer, la crise des missiles de 1962 est le premier grand événement symbolique. La découverte de missiles soviétiques à Cuba place le monde au bord de la guerre nucléaire et ancre l’image de Cuba comme menace existentielle pour les États-Unis.²⁵⁴ Même après la résolution de la crise, cet épisode marque profondément la perception de l’île. Cuba n’est plus seulement un petit État révolutionnaire. Elle est le symbole d’une menace communiste installée à proximité du territoire étasunien.²⁵⁵

Deuxièmement, en février 1996, l’armée cubaine abat deux avions civils appartenant à « Brothers to the Rescue », un groupe d’exilés cubains basés à Miami. Le gouvernement cubain les accuse de violer l’espace aérien cubain pour lancer des tracts de propagande anticastriste au-dessus de l’île.²⁵⁶ Cet incident suscite une indignation au sein de la diaspora cubaine à Miami qui explique qu’ils avaient pour objectif de sauver des Cubains en train de migrer vers les États-Unis sur des embarcations de fortune. Cet événement, qui intervient alors que Bill Clinton est candidat à sa réélection, le pousse à signer la loi Helms-Burton le 12 mars 1996.²⁵⁷

Troisièmement, l’affaire Elián González. Entre 1999 et 2000, un enfant cubain est retrouvé en mer après la mort de sa mère lors d’une tentative de migration vers les États-Unis. Il devient rapidement un symbole pour les partisans de la ligne dure à Miami. Ces derniers souhaitent

²⁵² Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²⁵³ Domínguez López, Muno & Pfeiffer (2024), *ibidem*

²⁵⁴ Kamalu (2017), *ibidem*

²⁵⁵ Kamalu (2017), *ibidem*

²⁵⁶ Kamalu (2017), *ibidem*

²⁵⁷ Eckstein (2012), *ibidem*

qu'il reste aux États-Unis plutôt que d'être rendu à son père à Cuba.²⁵⁸ L'intervention des agents fédéraux étasuniens pour récupérer l'enfant et permettre son retour à Cuba est vécue par une partie de la communauté cubaine en Floride comme une trahison de l'administration démocrate.²⁵⁹

Pour terminer, l'arrestation d'Alan Gross en 2009 constitue un autre blocage important, cette fois au début de l'administration Obama. Alan Gross, qui travaille pour l'USAID, est arrêté à La Havane pour avoir introduit du matériel de communication par satellite.²⁶⁰ Son arrestation refroidit les premières tentatives de rapprochement entre Washington et La Havane de l'administration Obama. Les États-Unis font de sa libération une condition préalable à tout dialogue. Ce n'est qu'après sa libération en décembre 2014, dans le cadre d'un échange de prisonniers, que le processus de dégel diplomatique peut réellement commencer.²⁶¹

9. Conclusion

En conclusion, plusieurs variables permettent d'expliquer la persistance des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba malgré leur inefficacité politique apparente.

Tout d'abord, le poids politique de la diaspora cubaine en Floride, largement favorable à une ligne dure contre le régime cubain, est sans doute l'un des facteurs les plus importants. Cette communauté fortement mobilisée politiquement est structurée autour d'organisations comme la CANF. L'absence d'un contre-lobby en faveur d'un rapprochement avec Cuba, malgré certaines initiatives des secteurs agricole et touristique, a également contribué à renforcer cette influence.

Deuxièmement, la persistance des sanctions économiques s'explique par la rigidité du cadre juridique de l'embargo. Depuis l'adoption de la loi Helms-Burton en 1996, la levée des sanctions nécessite un vote du Congrès. La décision ne dépend donc plus uniquement du président étasunien. La loi Helms-Burton conditionne également la levée des sanctions à des exigences difficiles à atteindre, telles que la mise en place d'un gouvernement démocratique,

²⁵⁸ Eckstein (2012), *ibidem*

²⁵⁹ Gibbs (2011), *ibidem*

²⁶⁰ Kamalu (2017), *ibidem*

²⁶¹ Kamalu (2017), *ibidem*

l'organisation d'élections libres ainsi que la restitution ou l'indemnisation des propriétés étasuniennes nationalisées lors de la révolution, dont la valeur est estimée à plus de 1,8 milliard de dollars.

Troisièmement, la crédibilité des États-Unis sur le plan international joue également un rôle dans le maintien de l'embargo. Une levée de l'embargo sans contrepartie politique pourrait être perçue comme un aveu d'échec de la politique étasunienne envers Cuba.

Le faible coût des sanctions pour Washington peut aussi participer au maintien de l'embargo. Les différentes administrations étasuniennes ont peu d'intérêts politiques ou économiques à engager un processus de normalisation avec Cuba.

Enfin, plusieurs événements ont régulièrement ravivé les tensions entre les deux pays et freiné toute perspective de levée des sanctions. Parmi les principaux exemples figurent la crise des missiles de 1962, l'abattage des avions de l'organisation « Brothers to the Rescue » en 1996, ou encore l'emprisonnement d'Alan Gross. Ces épisodes ont contribué à maintenir un climat de méfiance entre Washington et La Havane.

10. Problématique de départ et test de l'hypothèse

10.1. Retour sur la problématique initiale

Pour rappel, cette analyse part du constat que les sanctions économiques étasuniennes imposées à Cuba à partir de 1962, en réaction à la nationalisation de nombreuses propriétés étasuniennes ainsi qu'au rapprochement du gouvernement cubain avec l'Union soviétique, n'ont pas permis de provoquer un changement politique majeur sur l'île, tout en ayant des conséquences importantes sur la population cubaine.

À partir de ce constat, ce travail s'est interrogé sur la persistance de ces sanctions économiques qui, malgré quelques périodes d'assouplissement ou de durcissement selon les différentes administrations étasuniennes, ont été maintenues pendant plus de six décennies en dépit de leur inefficacité politique apparente.

Cette réflexion m'a conduit dès lors à la question de recherche suivante : « Pourquoi les sanctions économiques étasuniennes contre Cuba ont-elles persisté de 1962 à la fin du mandat de Joe Biden (2025), malgré leur inefficacité politique apparente ? »

10.2. Vérification de l'hypothèse

Pour répondre à la question de recherche de ce mémoire, il a d'abord été nécessaire de comprendre pourquoi les sanctions économiques sont souvent considérées comme peu efficaces dans la littérature scientifique. Le travail a donc commencé par définir le concept de sanction économique et par identifier les principaux critères permettant d'évaluer leur réussite ou leur échec. Ensuite, la partie historique et l'analyse des effets des sanctions ont permis de confronter ces apports théoriques au cas particulier de Cuba.

Cette analyse montre que les sanctions économiques étasuniennes contre Cuba se caractérisent par une inefficacité politique apparente. En effet, elles ont bien permis d'imposer des coûts économiques importants à l'île et de maintenir une pression sur le régime cubain. Cependant, elles n'ont pas atteint leur objectif politique principal qui était la démocratisation du pays et un changement de régime.

Pour répondre à la question de recherche initiale, une hypothèse avait été formulée. Elle avançait que la persistance des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba entre 1962 et 2025, malgré leur inefficacité politique apparente, s'expliquait principalement par des déterminants internes à la politique étasunienne. Parmi ceux-ci figuraient notamment le poids électoral de la diaspora cubaine, le coût politique d'une normalisation des relations avec La Havane, ainsi que le verrouillage institutionnel du cadre législatif. Ces différents éléments rendaient le maintien du statu quo moins coûteux politiquement, pour les décideurs étasuniens, qu'une réorientation profonde de la politique cubaine des États-Unis.

L'analyse menée dans ce travail tend à confirmer cette hypothèse. La persistance des sanctions ne peut pas être expliquée uniquement par leur efficacité réelle sur le régime cubain. Au contraire, malgré plus de six décennies de pression économique, les sanctions n'ont pas permis d'atteindre les objectifs officiellement poursuivis. Leur maintien s'explique donc davantage par

des facteurs internes à la politique étasunienne que par leur capacité effective à transformer le système politique cubain.

Plus précisément, le poids électoral de la diaspora cubaine, particulièrement en Floride, a largement contribué à faire de la question cubaine un enjeu politique sensible pour les responsables étasuniens. À cela s'ajoute le coût politique d'une normalisation, souvent perçue comme risquée dans le débat intérieur étasunien. Le verrouillage juridique instauré par la loi Helms-Burton, à partir de 1996, a également limité la marge de manœuvre des présidents en transférant une partie importante du pouvoir de levée des sanctions au Congrès. Enfin, le faible coût politique du maintien du statu quo a rendu la continuité de cette politique plus rationnelle, pour les décideurs étasuniens, qu'une levée complète des sanctions.

Cependant, l'analyse permet également de nuancer l'hypothèse initiale. En effet ce travail montre que d'autres facteurs doivent être pris en compte pour comprendre la persistance des sanctions économiques étasuniennes contre Cuba. L'indemnisation des propriétés nationalisées après la révolution cubaine, la crédibilité internationale des États-Unis, ainsi que certains événements déclencheurs, comme l'affaire « Brothers to the Rescue » ou l'affaire Alan Gross, ont également contribué à renforcer les partisans d'une ligne dure envers Cuba. Ces éléments complètent l'hypothèse de base en montrant que la persistance des sanctions est le résultat d'une combinaison de nombreux facteurs.

VI. Conclusion

La conclusion de ce travail revient dans un premier temps sur le test de l'hypothèse. Ensuite, la discussion reviendra sur les différents éléments qui ont permis au régime cubain de survivre jusqu'à aujourd'hui ainsi que sur la situation difficile que traverse actuellement le pays. Enfin, l'ouverture éclairera la situation actuelle, les différentes hypothèses pour la suite et enfin, les différentes recherches qui pourraient être imaginées pour compléter ce mémoire.

1. Retour sur le test de l'hypothèse

Le chapitre sur l'analyse des variables qui permettent d'expliquer la persistance des sanctions économiques des États-Unis contre Cuba a permis de tester l'hypothèse initiale de ce travail. L'hypothèse a pu être confirmée et nuancée. En effet, en plus des déterminants internes à la politique étasunienne, d'autres facteurs comme la question des propriétés nationalisées après la révolution cubaine, les enjeux de crédibilité internationale des États-Unis, ainsi que certains événements déclencheurs doivent être pris en compte pour comprendre la persistance de cette politique.

Ainsi, ce travail permet de répondre à la problématique initiale en montrant que les sanctions économiques étasuniennes contre Cuba ont persisté non pas parce qu'elles sont politiquement efficaces, mais parce qu'elles sont devenues un instrument durablement inscrit dans la politique intérieure et étrangère des États-Unis. Leur maintien s'explique donc moins par leurs résultats concrets à Cuba que par les contraintes politiques, institutionnelles et symboliques qui ont rendu leur abandon difficile pour les décideurs étasuniens.

2. Discussion

La partie discussion de ce travail est essentielle à sa compréhension. En effet, depuis le début de mes recherches, la situation à Cuba a largement évolué. Depuis que Donald Trump est de retour à la présidence des États-Unis, l'île traverse une crise majeure. Le gouvernement cubain semble plus proche que jamais de la rupture. Pourtant, il résiste depuis six décennies. Cette discussion est donc articulée autour de deux thèmes. Premièrement, l'objectif est de

comprendre comment le régime cubain a survécu à la pression exercée par les États-Unis depuis la révolution de 1959. Deuxièmement, cette discussion reviendra sur la situation entre les deux pays depuis le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis.

2.1. La résistance du régime cubain face aux sanctions économiques

Plusieurs facteurs peuvent expliquer la résistance du régime cubain face aux États-Unis. Comme analysé tout au long de ce travail, d'un point de vue économique, le soutien de l'Union soviétique a été essentiel. Après la chute du bloc soviétique, l'ouverture du pays au tourisme, la recherche de nouvelles alliances et l'ouverture aux marchés internationaux ont permis à l'île de survivre malgré de nombreuses difficultés. D'un point de vue politique, la répression de l'opposition est sans doute la raison principale qui a permis au régime de se maintenir. L'État utilise des mesures répressives systématiques comme des arrestations, le contrôle des médias ou le déni des libertés civiles pour arrêter toute tentative de contestation organisée.²⁶²

La non-intervention militaire directe des États-Unis est également un facteur important expliquant la résistance du régime cubain. En effet, malgré la proximité géographique entre les deux pays et la présence de la base militaire étasunienne de Guantánamo à Cuba, aucune invasion militaire n'a été menée contre Cuba après 1961.

La première explication de la non-intervention des États-Unis est le traumatisme de l'échec du débarquement de la baie des Cochons en 1961. Après l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, les États-Unis ont soutenu une tentative d'invasion menée par des exilés cubains entraînés par la CIA. Les autorités étasuniennes avaient largement sous-estimé le soutien populaire dont bénéficiait le régime cubain. Les exilés cubains ont été confrontés à une forte résistance et l'opération s'est soldée par un échec. Cet échec a représenté une humiliation politique pour l'administration Kennedy et a contribué à freiner les projets d'intervention militaire directe, par crainte d'un nouvel enlèvement.²⁶³

Le second facteur réside dans la négociation de la crise des missiles en 1962. À l'issue de cette confrontation entre les États-Unis et l'Union soviétique, le président Kennedy se serait engagé

²⁶² Roberg & Kuttruff (2007), *ibidem*

²⁶³ Rodríguez & Targ (2015), *ibidem*

verbalement à ne pas envahir Cuba en échange du retrait des missiles nucléaires soviétiques installés sur l'île. Cet engagement aurait constitué un autre frein important à toute intervention militaire directe par la suite.²⁶⁴

La résistance de Fidel Castro aux tentatives d'assassinat interpelle également de nombreux spécialistes. Le documentaire « 638 Ways to Kill Castro » produit par Channel 4 au Royaume-Uni, diffusé le 28 novembre 2006 est devenu célèbre en revenant sur les 638 tentatives d'assassinat visant Fidel Castro durant la Guerre froide. Ce film s'appuie sur des documents déclassifiés et des témoignages pour montrer comment les États-Unis, notamment par l'intermédiaire de la CIA ou certains membres du crime organisé, ont cherché à renverser ou à éliminer Fidel Castro après la révolution cubaine de 1959.²⁶⁵

2.2. Le contexte actuel à Cuba

Pendant la rédaction de ce mémoire, la situation sur l'île a énormément évolué. Voici un retour sur les différents éléments qui ont accentué la pression sur l'île au cours des derniers mois.

En janvier 2025, Donald Trump redevient président des États-Unis. Cela annonce le retour d'une politique de pression maximale contre Cuba. Donald Trump, lors de ce nouveau mandat, nomme Marco Rubio comme secrétaire d'État. Ce rôle est essentiel, car il est le chef de la diplomatie étasunienne et le plus haut membre du cabinet présidentiel. Marco Rubio est un descendant d'immigrés cubains arrivés aux États-Unis juste avant la révolution castriste de 1959. Il a vécu et étudié en Floride. D'abord élu sénateur en s'appuyant sur les électeurs d'origine cubaine, il s'est toujours présenté comme anticommuniste. Il a souvent adopté des positions agressives contre Cuba et le Venezuela.²⁶⁶

²⁶⁴ Lebow, R. N. (1983). The Cuban Missile Crisis: Reading the lessons correctly. *Political Science Quarterly*, 98(3), 431–458.

<https://www.jstor.org/stable/2150497>

²⁶⁵ Blackhistorywalks. (2021, 14 juillet). *638 ways to kill Castro* [Vidéo]. YouTube.

https://www.youtube.com/watch?v=N4Xkw_GmMdQ

²⁶⁶ Marc A. (2026, 11 mars). Le rêve de Marco Rubio pour le Venezuela et Cuba. *Institut Montaigne*.

<https://institutmontaigne.org/expressions/le-reve-de-marco-rubio-pour-le-venezuela-et-cuba>

Un an après le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026, celui-ci ordonne à l'armée étasunienne de mener un raid sur Caracas pour capturer Nicolás Maduro et son épouse. Ils sont accusés par la justice étasunienne de participer à un trafic de drogue.²⁶⁷ Marco Rubio a joué un rôle clé dans le renversement de ce régime, alors même que Trump s'était engagé à mettre fin à ses interventions extérieures.²⁶⁸ La chute du régime Maduro au début de l'année 2026 est essentielle pour comprendre la situation actuelle à Cuba. En effet, avec la mainmise des États-Unis, Cuba perd son premier allié. L'alliance scellée entre Fidel Castro et Hugo Chávez était militaire, politique et économique.²⁶⁹ Le Venezuela représentait 10 % des échanges commerciaux de Cuba en 2025.²⁷⁰ Le Venezuela était surtout le premier fournisseur énergétique de l'île en vendant du pétrole bon marché en échange de l'envoi de médecins et de personnel de sécurité cubains à Caracas.²⁷¹

Avec l'arrêt des exportations vénézuéliennes, Donald Trump a mis en place un nouveau blocus sur les hydrocarbures n'autorisant que l'arrivée d'un seul pétrolier russe à La Havane.²⁷² Depuis, Cuba est confrontée à une crise économique et énergétique sans précédent, tandis que les États-Unis cherchent à rendre l'asphyxie de l'économie cubaine par la pénurie d'hydrocarbures aussi efficace que possible. Ils veillent à ce que personne ne remplace le Venezuela pour fournir l'île en hydrocarbures.²⁷³ Le Mexique, deuxième fournisseur, a lui aussi été soumis à de fortes pressions pour stopper ses livraisons.²⁷⁴ Cela a pour conséquence la suspension des vols de certaines compagnies aériennes vers La Havane par manque de kérosène mais également l'allongement des coupures d'électricité dans le pays qui sont de plus en plus longues. Ces coupures d'électricité touchent les hôpitaux, les écoles, la distribution d'eau potable et l'aide alimentaire.²⁷⁵ D'un point de vue diplomatique, Cuba est désormais totalement

²⁶⁷ Biroste, D. (2026, 5 janvier). La chute de Nicolás Maduro : causes et conséquences pour le Venezuela. *Revue Politique et Parlementaire*.

<https://www.revuepolitique.fr/la-chute-de-nicolas-maduro-causes-et-consequences-pour-le-venezuela/>

²⁶⁸ Marc (2026), *ibidem*

²⁶⁹ Soledad, A. (2026, 10 janvier). L'économie cubaine et la stabilité du pays fragilisées par la crise au Venezuela. *Le Monde*.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/10/l-economie-cubaine-et-la-stabilite-du-pays-fragilisees-par-la-crise-au-venezuela_6661233_3210.html

²⁷⁰ Soledad (2026), *ibidem*

²⁷¹ Haski, P. (2026, 11 février). Géopolitique du mercredi 11 février 2026. *France Inter*.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-mercredi-11-fevrier-2026-7955368>

²⁷² AFP. (2026, 2 mai). Donald Trump menace Cuba d'une intervention militaire, La Havane alerte sur un niveau « dangereux et sans précédent ». *Le Monde*.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/05/02/donald-trump-menace-cuba-d-une-intervention-militaire-la-havane-alerte-sur-un-niveau-dangereux-et-sans-precedent_6684887_3210.html

²⁷³ Marc (2026), *ibidem*

²⁷⁴ Haski (2026), *ibidem*

²⁷⁵ Marc (2026), *ibidem*

isolée. Les pays d'Amérique latine basculent à droite les uns après les autres et ceux qui sont habitués à prendre position, comme le Brésil et la Colombie, ne veulent pas faire de vagues en pleine année électorale.²⁷⁶

Le 1er mai 2026, Donald Trump renforce davantage la pression exercée sur Cuba en signant un nouveau décret présidentiel. Ce texte vise notamment les banques étrangères collaborant avec le gouvernement cubain et prévoit également un durcissement des restrictions migratoires. Il instaure également des sanctions contre des personnalités et des entités liées aux secteurs de l'énergie, des mines et d'autres secteurs stratégiques de l'économie cubaine, ainsi qu'à l'encontre de toute personne accusée de « graves violations des droits de l'homme ».²⁷⁷

L'administration Trump montre sa volonté de faire tomber le régime castriste avant la fin de l'année.²⁷⁸ Le 2 mai 2026, le président étasunien a réitéré sa menace de « prendre le contrôle » de Cuba, suggérant qu'un porte-avions étasunien pourrait s'y arrêter « sur le chemin du retour d'Iran ».²⁷⁹ À la suite de ces déclarations, Miguel Díaz-Canel, chef de l'État cubain, explique que les menaces d'agression militaire de Donald Trump contre Cuba ont atteint un « niveau dangereux et sans précédent ». Il a appelé « la communauté internationale à réagir ».²⁸⁰ Il précise également le rôle de la diaspora cubaine aux États-Unis en expliquant qu'une intervention militaire étasunienne viserait avant tout à « satisfaire » les intérêts de la communauté d'exilés cubains installés en Floride, « un groupe restreint mais riche et influent, animé par un désir de revanche et de domination ».²⁸¹

En coulisses, à la suite de l'intervention militaire étasunienne au Venezuela et face à la situation critique que traverse Cuba, Marco Rubio a entamé des discussions avec le gouvernement cubain. Déjà en mars 2026, Miguel Díaz-Canel avait reconnu l'existence de pourparlers avec les États-Unis pour tenter de sortir de la crise.²⁸² Selon plusieurs informations, La Havane se

²⁷⁶ Haski (2026), *ibidem*

²⁷⁷ AFP. (2026, 3 mai). Donald Trump annonce un durcissement des sanctions américaines contre Cuba, déjà visée par un embargo pétrolier. *Franceinfo*.
https://www.franceinfo.fr/monde/cuba/donald-trump-annonce-un-durcissement-des-sanctions-americaines-contre-cuba-deja-visee-par-un-embargo-petrolier_7978439.html

²⁷⁸ Haski (2026), *ibidem*

²⁷⁹ AFP (3 mai 2026), *ibidem*

²⁸⁰ AFP (3 mai 2026), *ibidem*

²⁸¹ AFP (3 mai 2026), *ibidem*

²⁸² AFP. (2026, 13 mars). Cuba confirme être en pourparlers avec les États-Unis. *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/13/cuba-confirme-etre-en-pourparlers-avec-les-etats-unis_6671028_3210.html

serait montrée disposée à envisager certaines concessions, sans que leur nature exacte ne soit connue.²⁸³ Dans ce contexte, le 14 mai 2026, le directeur de la CIA, John Ratcliffe, accompagné d'une délégation de hauts fonctionnaires étasuniens, s'est rendu à La Havane. Officiellement, cette rencontre devait porter sur plusieurs enjeux de coopération bilatérale, tels que la lutte contre le trafic de drogue, l'immigration irrégulière ou encore le terrorisme.²⁸⁴ Toutefois, compte tenu du contexte extrêmement tendu que traverse l'île, il est probable que les discussions aient également concerné l'avenir politique et économique de Cuba ainsi que les perspectives d'évolution des relations entre les deux pays.

2.3. Le point de vue des Cubains sur la situation actuelle

Lors de la réalisation des interviews, en plus de l'impact des sanctions économiques étasuniennes sur leur quotidien vu dans le chapitre qui y est dédié, les personnes interrogées ont pu exprimer leur point de vue sur l'escalade des tensions depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche.

Un répondant explique qu'« il n'y a eu aucune amélioration avec les mesures de Trump, qui mise sur l'asphyxie plutôt que sur l'ouverture ».²⁸⁵ Un autre explique que « le blocus (...) s'est durci au maximum ».²⁸⁶ Un autre décrit également le retour de Donald Trump avec « une augmentation des sanctions, des menaces systématiques (presque une par semaine), et une intensification des sentiments de haine de la part de l'émigration cubaine aux États-Unis principalement, qui y voit une manière d'assurer sa position et son intégration dans ce pays ».²⁸⁷

Deux personnes interrogées parlent également de l'usure psychologique des menaces constantes de l'administration Trump.²⁸⁸ Un participant explique qu'« il est stressant de vivre sous une menace constante et, en plus, d'être limité dans la possibilité de commercer comme n'importe quel pays dans son plein droit ».²⁸⁹

²⁸³ Marc (2026), *ibidem*

²⁸⁴ AFP. (2026, 15 mai). Le directeur de la CIA en visite à La Havane pour y rencontrer des responsables du gouvernement cubain. *Le Monde*.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/05/15/ledirecteurdelaciaenvisitealahavanepourrencontrerdesresponsablesdugouvernementcubain_6689173_3210.html

²⁸⁵ Voir Annexe 2

²⁸⁶ Voir annexe 3

²⁸⁷ Voir Annexe 1

²⁸⁸ Voir Annexe 2

²⁸⁹ Voir Annexe 1

2.4. La résilience du peuple cubain

Face à la situation critique, les personnes interviewées évoquent la solidarité, la débrouillardise et l'adaptation permanente auxquelles elles doivent faire face au quotidien.²⁹⁰ Elles expliquent « vivre au jour le jour », cherchant chaque jour des « solutions alternatives pour faire face aux pénuries et aux coupures d'électricité ».²⁹¹ Elles évoquent également le recours à des « moyens rudimentaires pour cuisiner ou s'éclairer, ainsi que la nécessité de développer des activités complémentaires pour générer des revenus supplémentaires ».²⁹²

3. Ouverture

3.1. Les apports de ce travail à l'analyse de la crise cubaine actuelle

Même si cette analyse se concentre sur la période allant de 1962 à la fin du mandat de Joe Biden, ce travail permet de mieux comprendre l'évolution actuelle de la situation entre Cuba et les États-Unis.

D'abord, ce travail montre que la logique de pression autour de l'île, même si elle a rarement été aussi soutenue, est la suite logique d'un mécanisme qui existe depuis 1962 destiné à affaiblir le régime cubain, à limiter ses marges de manœuvre et à encourager une transformation politique interne. L'évolution récente montre que les sanctions restent un outil privilégié de la politique étasunienne, malgré leur incapacité historique à provoquer une transition politique à Cuba. La situation actuelle confirme l'un des constats centraux de ce mémoire : l'embargo ne persiste pas nécessairement parce qu'il est efficace sur le plan politique, mais parce qu'il demeure un instrument peu coûteux, institutionnalisé et politiquement rentable pour les responsables politiques étasuniens.

L'actualité récente permet également d'éclairer le rôle des facteurs internes aux États-Unis dans la politique envers Cuba. Dans ce mémoire, l'un des principaux éléments expliquant la

²⁹⁰ Voir Annexe 1

²⁹¹ Voir Annexe 2

²⁹² Voir Annexe 3

persistance des sanctions économiques étasuniennes réside dans le poids politique de la diaspora cubaine aux États-Unis, en particulier en Floride. Ce facteur est particulièrement visible dans la situation actuelle avec le rôle de Marco Rubio dans la politique étrangère des États-Unis qui incarne une ligne dure envers Cuba. Marco Rubio a joué un rôle clé dans l'intervention étasunienne au Venezuela et est un conseiller de premier plan pour Donald Trump sur les questions cubaines.

Ce mémoire éclaire également la crise actuelle en soulignant la fragilité de l'économie cubaine. Historiquement, le modèle économique cubain a reposé sur des soutiens extérieurs. Pendant la Guerre froide, cette dépendance s'est principalement organisée autour de l'Union soviétique. La disparition de celle-ci a plongé l'île dans une crise profonde. Par la suite, Cuba s'est tournée vers le Venezuela, notamment pour assurer une partie importante de son approvisionnement énergétique. La chute de Nicolás Maduro et l'arrêt des livraisons d'hydrocarbures révèlent ainsi une nouvelle fois la dépendance de l'économie cubaine à des acteurs extérieurs. De la même manière, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence la vulnérabilité du pays face aux chocs externes, en affaiblissant les revenus issus du tourisme.

3.2. Qu'attendre pour la suite à Cuba ?

Bien sûr, ce mémoire ne permet pas de prévoir avec certitude l'avenir politique de Cuba. Toutefois, les dynamiques analysées permettent de formuler plusieurs hypothèses sur les trajectoires possibles de l'île dans le futur. Voici trois hypothèses qui, selon moi, sont les plus pertinentes pour imaginer le futur de Cuba.

Dans la première hypothèse, le régime cubain parvient à survivre malgré les sanctions économiques étasuniennes en se tournant vers d'autres partenaires internationaux comme la Chine ou la Russie. La Chine est déjà présente à Cuba. Elle a d'ailleurs aidé l'île en fournissant 60 tonnes de riz et de nombreux panneaux solaires.²⁹³ Pékin joue également un rôle économique important dans le secteur minier cubain. Depuis 2004, la Chine s'est engagée à devenir l'un des

²⁹³ Guibert, C. (2026, 22 mars). À Cuba, sous blocus pétrolier américain, la Chine peaufine sa diplomatie du solaire. *Ouest-France*.
<https://www.ouest-france.fr/monde/cuba/a-cuba-sous-blocus-petrolier-americain-la-chine-peaufine-sa-diplomatie-du-solaire-11b6860c-252e-11f1-881a-a498f566808c>

principaux acheteurs du nickel cubain et à renforcer ses investissements dans ce secteur.²⁹⁴ Il est possible d'envisager une augmentation de cette présence notamment en raison de l'idéologie communiste historique des deux régimes mais également par l'intérêt de la Chine à étendre son influence en Amérique centrale et en Amérique du Sud. La Russie est aussi un soutien majeur de l'île en étant le dernier pays à fournir du pétrole à Cuba.²⁹⁵ Cette hypothèse permet également d'envisager un soutien plus conséquent de la part de Moscou qui dénonce régulièrement les sanctions étasuniennes sur Cuba. Cependant, Cuba semble ne pas être la première préoccupation de la Russie en guerre contre l'Ukraine depuis 2022. Dans cette hypothèse, le régime cubain ne s'effondre pas, mais réorganise ses dépendances extérieures pour compenser la perte du soutien vénézuélien et résister aux sanctions étasuniennes. Toutefois, cette stratégie ne supprimerait pas la dépendance structurelle de Cuba. Elle risquerait, une nouvelle fois, de la déplacer vers de nouveaux acteurs.

La deuxième hypothèse est celle d'un effondrement complet du régime cubain. Dans ce scénario, l'accumulation des pressions extérieures, de la crise énergétique, des pénuries, de l'isolement diplomatique et des fragilités internes finirait par dépasser les capacités de résistance du régime cubain. Le pays ne parvient pas à garantir les besoins essentiels de la population qui pourrait sortir dans la rue pour réclamer la fin du régime. Cette hypothèse correspondrait à l'objectif historiquement poursuivi par les sanctions étasuniennes. Toutefois, ce mémoire montre que l'affaiblissement économique de l'île ne s'est pas automatiquement traduit par un changement de régime. Cette hypothèse est donc à prendre avec prudence.

Les Cubains interrogés dans le cadre de ce mémoire restent sceptiques à propos de cette hypothèse. Un interviewé explique que « la majorité sait que la solution ne peut pas venir de décisions ou de pressions des États-Unis, car il est démontré que leurs intérêts ne correspondent pas à ceux de la majorité, et que de nombreux acquis pourraient être perdus. La solution aux problèmes de Cuba doit venir des Cubains eux-mêmes, comme cela devrait être le cas dans tout pays souverain ». ²⁹⁶ Un autre explique que, selon lui, les sanctions étasuniennes ne permettront

²⁹⁴ Xianglin, M., Hearn, A. H., & Weiguang, L. (2015). China and Cuba: 160 years and looking ahead. *Latin American Perspectives*, 42(6), 140-152.

<https://doi.org/10.1177/0094582X15594395>

²⁹⁵ AFP. (2026, 18 février). Poutine dénonce les sanctions américaines contre Cuba et promet le soutien russe. *RTBF*.

<https://www.rtbf.be/article/poutine-denonce-les-sanctions-americaines-contre-cuba-et-promet-le-soutien-russe-11682051>

²⁹⁶ Voir Annexe 1

pas de provoquer un changement de régime, « la majorité de la population comprend que le principal obstacle au développement du pays est le blocus américain (...). Ce n'est pas une raison suffisante pour provoquer un changement politique sur l'île ».²⁹⁷

Enfin, la troisième hypothèse est celle d'une sortie de crise négociée entre La Havane et Washington. Dans ce scénario, le régime cubain accepterait certaines concessions afin d'obtenir un allègement partiel des pressions étasuniennes, sans pour autant remettre en cause les fondements de son système politique. Ces concessions pourraient concerner des domaines précis, comme la coopération migratoire, la lutte contre le trafic de drogue, certains engagements économiques ou encore des garanties offertes aux intérêts étasuniens. Cette hypothèse rappellerait, dans une certaine mesure, certaines dynamiques observées au Venezuela, où le régime post-Maduro a pu négocier avec les États-Unis sans disparaître politiquement.

3.3. Recommandations pour des recherches supplémentaires

Cuba se trouve aujourd'hui à un tournant important de son histoire. L'accumulation des crises place l'île dans une situation particulièrement instable. Dans ce contexte, l'évolution des événements au cours des prochains mois et des prochaines années sera intéressante à suivre, car elle permettra d'évaluer si les dynamiques analysées dans ce mémoire se prolongent, se transforment ou débouchent sur une rupture plus profonde.

Pour approfondir les recherches autour des relations entre Cuba et les États-Unis et plus particulièrement autour de la crise qui touche actuellement le pays plusieurs approches peuvent être envisagées.

Un premier angle d'analyse pourrait porter sur la capacité de résilience du régime cubain face à la crise actuelle. Il s'agirait d'observer si le pouvoir parvient à maintenir sa cohésion interne, à contrôler les tensions sociales et à préserver une forme de légitimité malgré la dégradation des conditions de vie.

²⁹⁷ Voir Annexe 2

Une autre perspective de recherche consisterait à étudier les recompositions des alliances internationales de Cuba. La perte du soutien vénézuélien pose la question de la capacité de l'île à trouver de nouveaux partenaires. L'évolution des relations avec la Russie, la Chine, le Mexique ou d'autres États du Sud global pourrait constituer un champ intéressant pour une future recherche.

Enfin, une dernière piste de recherche devrait porter davantage sur la société cubaine elle-même, qui, comme cela a été vu dans l'ensemble de ce travail, est la première victime des sanctions étasuniennes. Les pénuries, les coupures d'électricité, les difficultés d'accès aux biens essentiels, l'exode migratoire et les formes de contestation sociale constituent des éléments centraux pour comprendre l'évolution de la crise. Une analyse des perceptions de la population permettrait de mesurer si la crise actuelle renforce la résignation ou, au contraire, la contestation du peuple cubain.

Le suivi de la situation cubaine devra donc porter sur l'articulation de plusieurs dynamiques décisives : la pression exercée par les États-Unis, la capacité de résilience du régime, l'évolution de la crise sociale et la possibilité pour l'île de trouver de nouveaux soutiens extérieurs. Ces variables permettront de déterminer l'avenir de Cuba.

VII. Bibliographie

1. Articles scientifiques

Altman, I. (2013). Marriage, family, and ethnicity in the early Spanish Caribbean. *The William and Mary Quarterly*, 70(2), 225–250.

<https://doi.org/10.5309/willmaryquar.70.2.0225>

Barber, J. (1979). Economic sanctions as a policy instrument. *International Affairs*, 55(3), 367–384.

<https://www.jstor.org/stable/2615145>

Coleman, J. R. (2001). The economic impact of U.S. sanctions with respect to Cuba. *Cuba in Transition*, 11, 183–193.

<https://www.ascecubadatabase.org/wp-content/uploads/2014/09/v11-coleman.pdf>

Carter, B. E. (2011). Economic sanctions. In *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*. Oxford University Press.

https://www.jura.unibonn.de/fileadmin/Fachbereich_Rechtswissenschaft/Einrichtungen/Lehrstuehle/Herdegen/de_Wet/WiSe_2017/Voelkerrecht_III_Collective_Security/EPIL_Economic_Sanctions.pdf

Domínguez López, E., Muno, W., & Pfeiffer, C. (Éds.). (2024). Cuba in the Multipolar World Order: Alliances, Adversities and Global Shifts. *Springer Nature Switzerland AG*.

<https://doi.org/10.1007/978-3-031-70676-9>

Domínguez López, E., & Yaffe, H. (2017). The deep, historical-roots of Cuban anti-imperialism. *Third World Quarterly*, 38 (11)

https://researchonline.lse.ac.uk/id/eprint/84628/1/Yaffe_Deep%20historical-roots%20of%20Cuban_2017.pdf

Drezner, D. W. (1999). The sanctions paradox: Economic statecraft and international relations. *Cambridge University Press*.

<https://assets.cambridge.org/97805216/43320/sample/9780521643320wsc00.pdf>

Eckstein, S. (2012). How Cubans transformed Florida politics and leveraged local for national influence. *Boston University*.

https://digitalcommons.usf.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1016&context=las_hhfc

Gadjanova, E. (2012). Review of the book Coercing, constraining and signalling: Explaining UN and EU sanctions after the Cold War, by F. Giumelli. *Swiss Political Science Review*, 18(1), 137–139

<https://doi.org/10.1111/j.1662-6370.2012.02054.x>

García Marruz, F. (2013). José Martí. *Guaragao*, 17(43), 81–121.

<https://www.jstor.org/stable/43487941>

Garfield, R., & Santana, S. (1997). The impact of the economic crisis and the US embargo on health in Cuba. *American Journal of Public Health*, 87(1), 15–20.
<https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC1380757/>

Hufbauer, G. C., Schott, J. J., & Elliott, K. A. (2007). Chapter 1: Introduction. In *Economic sanctions reconsidered* (3rd ed.). *Peterson Institute for International Economics*.
https://www.piie.com/publications/chapters_preview/4075/01iie4075.pdf

Kamalu, N. C. (2017). From revolution and isolation to cooperation: U.S.-Cuba relations in the context of the 1996 Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act. *Journal of Global Initiatives: Policy, Pedagogy, Perspective*, 11(2), 105–129.
<https://digitalcommons.kennesaw.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1214&context=jgi>

Lafleur, J.-M. (2005). « ¿Bienvenidos a Miami? » La politique cubaine américaine de 1959 à 2004. *Revue européenne des migrations internationales*, 21(3), 149–177.
<https://doi.org/10.4000/remi.2527>

Lebow, R. N. (1983). The Cuban Missile Crisis: Reading the lessons correctly. *Political Science Quarterly*, 98(3), 431–458.
<https://www.jstor.org/stable/2150497>

LeoGrande, W. M., & Thomas, J. M. (2002). Cuba's Quest for Economic Independence. *Journal of Latin American Studies*, 34(2), 325–363.
https://www.researchgate.net/publication/231965406_Cuba's_Quest_for_Economic_Independence

Mensah, P. E. (2019). The ineffectiveness of economic sanctions: An analysis of the factors leading to the ineffectiveness of United States Helms-Burton Act against Cuba. *Leiden University Student Repository*.
<https://studenttheses.universiteitleiden.nl/handle/1887/78596>

McLean, E. V. (2021). *Economic coercion*. In T. Oatley & W. Winecoff (Eds.), *The Oxford handbook of international political economy*. Oxford University Press.
<https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198793519.013.2>

Pape, R. A. (1997). Why economic sanctions do not work. *International Security*, 22(2), 90–136.
<https://doi.org/10.1162/isec.22.2.90>

Peksen, D., & Drury, A. C. (2009). Economic sanctions and political repression: Assessing the impact of coercive diplomacy on political freedoms. *Human Rights Review*, 10, 393–411.
<https://doi.org/10.1007/s12142-009-0126-2>

Pérez, L. (2006). A Cuban transition . . . in Miami? *Florida International University*.
https://cri.fiu.edu/_assets/docs/a-cuban-transition-in-miami.pdf

Press, S. (2013). Sovereignty at Guantánamo: New evidence and a comparative historical interpretation. *The Journal of Modern History*, 85(3), 592–631.
<https://doi.org/10.1086/670824>

- Rennack, D. E., & Sullivan, M. P. (2005). Migration. *U.S.-Cuban relations: An analytic compendium of U.S. policies, laws & regulations* (pp. 285–299). Atlantic Council.
<http://www.jstor.com/stable/resrep03523.8>
- Roberg, J. L., & Kuttruff, A. (2007). Cuba: Ideological Success or Ideological Failure? *Human Rights Quarterly*, 29(3), 779–795.
<https://www.jstor.org/stable/20072822>
- Rodríguez, R., & Targ, H. (2015). US foreign policy towards Cuba: Historical roots, traditional explanations and alternative perspectives. *International Journal of Cuban Studies*, 7(1), 16–37.
<https://www.jstor.org/stable/10.13169/intejcubastud.7.1.0016>
- Rudolf, P. (2007). Sanctions in international relations: On the current state of research. *Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)*.
https://www.files.ethz.ch/isn/117838/2006_Sanctions_E.pdf
- Shevchuk, V. (2017). Cuban-American relations in the 21st century: The end of the “Blockade”? Academia.edu.
<https://doi.org/10.13140/RG.2.2.35641.67680>
- Trumbull, W. N. (2001). Imperfect methodology but the right results? The USITC report on the economic impact of U.S. sanctions with respect to Cuba. *Cuba in Transition*, 11, 194–198
<https://www.ascecubadatabase.org/wp-content/uploads/2014/09/v11-trumbull.pdf>
- Wylie, L. (2012). The special case of Cuba. *International Journal*, 67(3), 661–684.
<https://www.jstor.org/stable/42704919>
- Xianglin, M., Hearn, A. H., & Weiguang, L. (2015). China and Cuba: 160 years and looking ahead. *Latin American Perspectives*, 42(6), 140-152.
<https://doi.org/10.1177/0094582X15594395>

2. Ouvrages issus des bibliothèques de l’UCLouvain

- Gibbs, J. F. (2011). *US policy towards Cuba*. Routledge.
- Menéndez, M. (2005). *Cuba, Haïti et l’interventionnisme américain : Un poids, deux mesures*. CNRS Éditions.
- Weeks, G. B. (2015). *U.S. and Latin American relations* (2nd ed.). Wiley Blackwell.

3. Documents officiels

- Direction générale du Trésor. (2025, 6 octobre). *Indicateurs et conjoncture - CUBA*.
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CU/indicateurs-et-conjoncture>

Direction générale du Trésor. (2019, 7 mars). Région Pays andins et Cuba : les productions minières en 2018. *Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique*.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2019/03/07/region-pays-andins-et-cuba-les-productions-mineralieres-en-2018>

Obama, B. (2016, 22 mars). Remarks by President Obama to the people of Cuba [Transcription de discours]. *The White House, Office of the Press Secretary*

<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/03/22/remarks-president-obama-people-cuba>

Trump, D. J. (2025, 30 juin). National Security Presidential Memorandum/NSPM-5: Strengthening the Policy of the United States Toward Cuba. *The White House*.

<https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/06/national-security-presidential-memorandum-nspm-5/>

4. Rapports d'organisations non-gouvernementales

Amnesty International. (2009). *The US embargo against Cuba: Its impact on economic and social rights* (Index: AMR 25/007/2009). Amnesty International Publications.

<https://www.amnestyinternational.be/IMG/pdf/amr250072009eng.pdf>

5. Rapports d'organisations internationales

Smeets, M. (2018). *Can economic sanctions be effective?* (WTO Staff Working Paper No. ERSD-2018-03). World Trade Organization.

<https://doi.org/10.30875/0b967ac6-en>

World Bank Open Data. (n.d.). World Bank Open Data.

<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CU>

6. Documentaires

Blackhistorywalks. (2021, 14 juillet). *638 ways to kill Castro* [Vidéo]. YouTube.

https://www.youtube.com/watch?v=N4Xkw_GmMdQ

7. Articles de presse

AFP. (2026, 15 mai). *Le directeur de la CIA en visite à La Havane pour y rencontrer des responsables du gouvernement cubain*. Le Monde.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/05/15/ledirecteurdelaciaenvisitealahavanepourencontrerdesresponsablesdugouvernementcubain_6689173_3210.html

AFP. (2026, 3 mai). Donald Trump annonce un durcissement des sanctions américaines contre Cuba, déjà visée par un embargo pétrolier. *Franceinfo*.
https://www.franceinfo.fr/monde/cuba/donald-trump-annonce-un-durcissement-des-sanctions-americaaines-contre-cuba-deja-visee-par-un-embargo-petrolier_7978439.html

AFP. (2026, 2 mai). Donald Trump menace Cuba d'une intervention militaire, La Havane alerte sur un niveau « dangereux et sans précédent ». *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/international/article/2026/05/02/donald-trump-menace-cuba-duneintervention-militaire-la-havane-alerte-sur-un-niveau-dangereux-et-sans-precedent_6684887_3210.html

AFP. (2026, 13 mars). Cuba confirme être en pourparlers avec les Etats-Unis. *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/international/article/2026/03/13/cuba-confirme-etre-en-pourparlers-avec-les-etats-unis_6671028_3210.html

AFP. (2026, 18 février). Poutine dénonce les sanctions américaines contre Cuba et promet le soutien russe. *RTBF*.
<https://www.rtbf.be/article/poutine-denonce-les-sanctions-americaaines-contre-cuba-et-promet-le-soutien-russe-11682051>

AFP. (2024, 12 septembre). Embargo américain | Cuba chiffre l'impact économique à cinq milliards de dollars sur un an. *La Presse*.
<https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2024-09-12/embargo-americaain/cuba-chiffre-l-impact-economique-a-cinq-milliards-de-dollars-sur-un-an.php>

AFP. (2019, 2 janvier). Armes et blouses blanches : 60 ans de révolution cubaine dans le monde. *RTBF*.
<https://www.rtbf.be/article/armes-et-blouses-blanches-60-ans-de-revolution-cubaine-dans-le-monde-10107070>

Biroste, D. (2026, 5 janvier). La chute de Nicolás Maduro : causes et conséquences pour le Venezuela. *Revue Politique et Parlementaire*.
<https://www.revuepolitique.fr/la-chute-de-nicolas-maduro-causes-et-consequences-pour-le-venezuela/>

Bourcier, N. (2020, 29 décembre). À Cuba, la fin du système unique des deux monnaies. *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/29/a-cuba-la-fin-du-systeme-unique-des-deux-monnaies_6064708_3210.html

Denis, A. (2016, 28 novembre). L'étrange fascination du monde pour Fidel Castro. *Slate.fr*.
<https://www.slate.fr/story/129707/castro-heros-monstre>

Gómez, M. R. (2019). The Cuban-American right in policy towards Cuba: Architects, puppets or useful instruments? *Cubarte*.
<https://cubarte.cult.cu/revista-temas/cuban-american-right-policy-towards-cuba/>

Guibert, C. (2026, 22 mars). À Cuba, sous blocus pétrolier américain, la Chine peaufine sa diplomatie du solaire. *Ouest-France*.

<https://www.ouest-france.fr/monde/cuba/a-cuba-sous-blocus-petrolier-americain-la-chine-peaufine-sa-diplomatie-du-solaire-11b6860c-252e-11f1-881a-a498f566808c>

Haski, P. (2026, 11 février). Géopolitique du mercredi 11 février 2026. *France Inter*.

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-mercredi-11-fevrier-2026-7955368>

Lamrani, S. (2015). Petite histoire de l’embargo américain contre Cuba. *Le Monde. Diplomatie*.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2015/01/LAMRANI/51971>

Larousse. (s. d.). Cuba : population. *Larousse*.

https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Cuba_population/185458

Marc A. (2026, 11 mars). Le rêve de Marco Rubio pour le Venezuela et Cuba. *Institut Montaigne*.

<https://institutmontaigne.org/expressions/le-reve-de-marco-rubio-pour-le-venezuela-et-cuba>

Saint-Cyr, J.-B. (2026, 28 avril). *A La Havane, les Cubains dans l’incertitude, entre crainte d’une attaque américaine et désir de changement*. *Le Monde*.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/04/28/a-la-havane-les-cubains-dans-l-incertitude-entre-crainte-d-une-attaque-americaine-et-desir-de-changement_6683934_3210.html

Soledad, A. (2026, 10 janvier). L’économie cubaine et la stabilité du pays fragilisées par la crise au Venezuela. *Le Monde*.

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/10/l-economie-cubaine-et-la-stabilite-du-pays-fragilisees-par-la-crise-au-venezuela_6661233_3210.html

8. Sources iconographiques

Dikobrazik. (2018). Carte des Caraïbes – Illustration vectorielle vintage [Carte vectorielle]. Depositphotos.

<https://depositphotos.com/fr/vector/the-caribbean-map-vintage-vector-illustration-179180396.html>

VIII. Annexes

Annexe 1

Cuanto años tiene ?

66

¿Vive actualmente en Cuba? Si no, ¿desde cuándo se fue del país ?

Si

¿Cómo describiría la situación actual en Cuba?

Difícil en todo lo concerniente a la vida cotidiana, inflación alta y salarios bajos.

¿Cuáles son las principales dificultades en su vida cotidiana hoy en día ?

Transporte, medicinas y chequeos médicos preventivos.

¿Recuerda un período en el que la situación económica en Cuba fuera particularmente más complicada o, al contrario, más agradable ? Si así era, ¿qué era diferente ?

El periodo especial de los 90' fue difícil, sobretodo por la escasez de comida y energía eléctrica, pero había menos desigualdad social. Este es mucho más complejo por la situación internacional y porque Cuba no ha podido recuperarse de la crisis generadas por la pandemia y agudizado por el bloqueo.

Los años 80' los recuerdo como bastante buenos. Había mejor correspondencia entre el salario y la adquisición de bienes y servicios.

¿En su opinión, ¿la situación ha cambiado significativamente desde el regreso de Donald Trump en 2025?

Muchísimo !! Material y psicológicamente. Es estresante estar bajo amenaza constante y además limitado a realizar comercio como cualquier país en su pleno derecho

Según usted, ¿las dificultades económicas en Cuba se deben principalmente a factores internos (políticas económicas, gobernanza, estructura del sistema) o a factores externos (sanciones estadounidenses)?

Hay muchos errores internos, pero las sanciones externas son extremas y complejizan muchísimo cualquier solución que el bloqueo estadounidense empuja la población a querer un cambio político? O realmente no ?

Puede que ciertos grupos se sientan motivados a ese camino por influencias o por cansancio, pero la mayoría sabemos que la solución no puede estar en decisiones o presiones de EU porque está demostrado que sus intereses no se corresponden con los de las mayorías y se

perderían muchos derechos conquistados. La solución a los problemas de Cuba la tienen que dar los cubanos, como debe ser en cualquier país soberano.

¿Ha observado algún cambio desde el regreso de Donald Trump?

Crecimiento de las sanciones, amenazas sistemáticas (casi una por semana), incremento de sentimientos de odio por parte de la emigración cubana en EU, fundamentalmente, que ve en eso una salvación para su permanencia y desempeño en ese país.

Según usted, hasta el final del mandato de Joe Biden, ¿el bloqueo debilitó o fortaleció al gobierno cubano?

El bloqueo no tuvo cambio con el gobierno de Biden. Eso no generó cambios en el gobierno cubano

¿Cómo se adaptan las personas a las dificultades económicas (salud, alimentación, educación)?

Buscando alternativas, con creatividad y ocupándose de lo esencial. A todo le tienes que dedicar mas tiempo. También siendo mas sensible y solidario con quienes estan peor que tú y no pueden hacer mucho mas por mejorarse

Traduction :

Quel âge avez-vous ?

66 ans

Vivez-vous actuellement à Cuba ? Si non, depuis quand avez-vous quitté le pays ?

Oui

Comment décrieriez-vous la situation actuelle à Cuba ?

Difficile dans tout ce qui concerne la vie quotidienne, avec une inflation élevée et des salaires bas.

Quelles sont les principales difficultés dans votre vie quotidienne aujourd'hui ?

Le transport, les médicaments et les examens médicaux préventifs.

Vous souvenez-vous d'une période où la situation économique à Cuba était particulièrement plus difficile ou, au contraire, plus favorable ? Si oui, qu'est-ce qui était différent ?

La période spéciale des années 1990 a été difficile, surtout en raison du manque de nourriture et d'électricité, mais il y avait moins d'inégalités sociales. La situation actuelle est beaucoup plus complexe en raison du contexte international et du fait que Cuba n'a pas pu se remettre de la crise générée par la pandémie, aggravée par le blocus.

Je me souviens des années 1980 comme étant assez bonnes. Il y avait une meilleure correspondance entre les salaires et l'accès aux biens et services.

Selon vous, la situation a-t-elle changé de manière significative depuis le retour de Donald Trump en 2025 ?

Énormément, tant sur le plan matériel que psychologique. Il est stressant de vivre sous une menace constante et, en plus, d'être limité dans la possibilité de commercer comme n'importe quel pays dans son plein droit.

Selon vous, les difficultés économiques à Cuba sont-elles principalement dues à des facteurs internes (politiques économiques, gouvernance, structure du système) ou à des facteurs externes (sanctions américaines) ?

Il y a de nombreuses erreurs internes, mais les sanctions externes sont extrêmes et rendent toute solution beaucoup plus complexe.

Pensez-vous que le blocus américain pousse la population à vouloir un changement politique ? Ou pas vraiment ?

Il est possible que certains groupes se sentent poussés dans cette direction, sous l'effet d'influences ou de la fatigue. Mais la majorité sait que la solution ne peut pas venir de décisions ou de pressions des États-Unis, car il est démontré que leurs intérêts ne correspondent pas à ceux de la majorité, et que de nombreux acquis pourraient être perdus. La solution aux problèmes de Cuba doit venir des Cubains eux-mêmes, comme cela devrait être le cas dans tout pays souverain.

Avez-vous observé un changement depuis le retour de Donald Trump ?

Une augmentation des sanctions, des menaces systématiques (presque une par semaine), et une intensification des sentiments de haine de la part de l'émigration cubaine aux États-Unis, principalement, qui y voit une manière d'assurer sa position et son intégration dans ce pays.

Selon vous, jusqu'à la fin du mandat de Joe Biden, le blocus a-t-il affaibli ou renforcé le gouvernement cubain ?

Le blocus n'a pas changé sous le gouvernement Biden. Cela n'a pas entraîné de changements au sein du gouvernement cubain.

Comment les personnes s'adaptent-elles aux difficultés économiques (santé, alimentation, éducation) ?

En cherchant des alternatives, avec créativité, et en se concentrant sur l'essentiel. Il faut consacrer plus de temps à tout.

Aussi en étant plus sensibles et solidaires envers ceux qui sont dans une situation pire et qui ne peuvent pas faire beaucoup plus pour s'améliorer.

Annexe 2

Cuanto años tiene ?

44

¿Vive actualmente en Cuba? Si no, ¿desde cuándo se fue del país ?

No, vivo en España desde Enero/2026

¿Cómo describiría la situación actual en Cuba?

¿Cuáles son las principales dificultades en su vida cotidiana hoy en día ?

La situación actual en el país es de mucha complicidad, basada fundamentalmente por falta de combustible, que impacta en la generación eléctrica y en la manera de cocinar los alimentos. Digamos que esto es el día a día y en muchas ocasiones encarece mucho también los precios y los productos a los que tiene acceso la población en general.

¿Recuerda un período en el que la situación económica en Cuba fuera particularmente más complicada o, al contrario, más agradable ? Si así era, ¿qué era diferente ?

La situación estuvo bastante mala en la época llamada período especial, luego de la caída del campo socialista de Europa del este. La economía cayó en más del 20 % del PIB y el país se quedó sin suministros y con una industria dependiente tecnológicamente de los soviéticos. No la recuerdo bien, pero la década de los años 80, nací en el 1982, fue de las mejores que ha tenido la isla. El cubano podía vivir de su salario y había acceso a bienes y servicios con bastante estabilidad.

¿En su opinión, ¿la situación ha cambiado significativamente desde el regreso de Donald Trump en 2025?

Sí, Trump lo primero que hizo al entrar en 2025, fue volver a poner a Cuba en la lista de países patrocinadores del terrorismo. De esta lista nos sacó Biden al final de su mandato. Estar en esta lista pone una barrera al comercio e intercambio internacional, haciendo más difícil la economía cubana. De igual forma Trump, retomó e intensificó medidas de asfixia económica, hasta llegar al reciente bloqueo a los combustibles.

Ahora, las amenazas son constantes y desgastan psicológicamente también.

Según usted, ¿las dificultades económicas en Cuba se deben principalmente a factores internos (políticas económicas, gobernanza, estructura del sistema) o a factores externos (sanciones estadounidenses)?

Las sanciones estadounidenses influyen mucho, es como pedirte que respires cuando te tienen tomado por el cuello y te están ahogando.

Las políticas internas no han sido las más eficientes y diría que le han faltado coherencia, decisión y temor a riesgos.

¿Cree que el bloqueo estadounidense empuja la población a querer un cambio político? O realmente no ?

No creo, la población en su mayoría entiende que el principal obstáculo al desarrollo del país es el bloqueo estadounidense y las sanciones. No es motivo suficiente para generar un cambio político en la isla.

¿Ha observado algún cambio desde el regreso de Donald Trump?

El cambio ha sido en el deterioro de la vida del cubano, no ha habido mejoría con las medidas de Trump, que apuestan a la asfixia y no a la apertura.

Creo que políticas como las que siguió Obama, podían haber tenido una influencia mayor para que ocurriese un cambio de política desde adentro.

Según usted, hasta el final del mandato de Joe Biden, ¿el bloqueo debilitó o fortaleció al gobierno cubano?

En mi opinión que se fortalezca o no el gobierno de Cuba no depende del mandato que esté en Estados Unidos. Son más de 60 años y 13 administraciones estadounidenses y la base de las sanciones que se aplican hoy son de la década del 60. Son las mismas medidas, que a veces se acentúan más o menos. En todos estos años, el gobierno de Cuba ha tenido y tiene una mayoría superior al 90% de apoyo de la población. El cambio en este porcentaje no ha dependido de la influencia del gobierno de Estados Unidos.

¿Cómo se adaptan las personas a las dificultades económicas (salud, alimentación, educación)?

Es difícil, se vive al día, resuelvo lo de hoy y mañana veré. Las medicinas a sobreprecio, la alimentación muy básica para muchos. Prevalece mucho la solidaridad con el más necesitado.

Traduction :

Quel âge avez-vous ?

44 ans

Vivez-vous actuellement à Cuba ? Si non, depuis quand avez-vous quitté le pays ?

Non, je vis en Espagne depuis janvier 2026

Comment décririez-vous la situation actuelle à Cuba ? Quelles sont les principales difficultés dans votre vie quotidienne aujourd'hui ?

La situation dans le pays est actuellement très compliquée, principalement en raison du manque de carburant, qui affecte la production d'électricité et la manière de cuisiner les aliments. Disons que c'est le quotidien, et dans de nombreux cas cela augmente aussi fortement les prix et les produits auxquels la population a accès en général.

Vous souvenez-vous d'une période où la situation économique à Cuba était particulièrement plus difficile ou, au contraire, plus favorable ? Si oui, qu'est-ce qui était différent ?

La situation a été particulièrement mauvaise durant la période appelée « période spéciale », après la chute du bloc socialiste en Europe de l'Est. L'économie a chuté de plus de 20 % du PIB et le pays s'est retrouvé sans approvisionnements, avec une industrie technologiquement dépendante des Soviétiques.

Je ne m'en souviens pas bien, mais la décennie des années 1980 (je suis né en 1982) a été l'une des meilleures que l'île ait connues. Les Cubains pouvaient vivre de leur salaire et il y avait un accès relativement stable aux biens et services.

Selon vous, la situation a-t-elle changé de manière significative depuis le retour de Donald Trump en 2025 ?

Oui, la première chose que Trump a faite en arrivant en 2025 a été de remettre Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme. Biden nous en avait retirés à la fin de son mandat. Être sur cette liste constitue un obstacle au commerce et aux échanges internationaux, rendant l'économie cubaine plus difficile.

De la même manière, Trump a repris et intensifié des mesures d'asphyxie économique, jusqu'à atteindre le récent blocage des carburants.

Aujourd'hui, les menaces sont constantes et provoquent également une usure psychologique.

Selon vous, les difficultés économiques à Cuba sont-elles principalement dues à des facteurs internes (politiques économiques, gouvernance, structure du système) ou à des facteurs externes (sanctions américaines) ?

Les sanctions américaines ont une grande influence : c'est comme vous demander de respirer alors qu'on vous tient à la gorge et qu'on vous étouffe.

Les politiques internes n'ont pas été les plus efficaces et je dirais qu'elles ont manqué de cohérence, de décision et d'audace face au risque.

Pensez-vous que le blocus américain pousse la population à vouloir un changement politique ? Ou pas vraiment ?

Je ne pense pas. La majorité de la population comprend que le principal obstacle au développement du pays est le blocus américain et les sanctions. Ce n'est pas une raison suffisante pour provoquer un changement politique sur l'île.

Avez-vous observé un changement depuis le retour de Donald Trump ?

Le changement se situe dans la détérioration des conditions de vie des Cubains : il n'y a eu aucune amélioration avec les mesures de Trump, qui misent sur l'asphyxie plutôt que sur l'ouverture.

Je pense que des politiques comme celles suivies par Obama auraient pu avoir une influence plus importante pour favoriser un changement politique de l'intérieur.

Selon vous, jusqu'à la fin du mandat de Joe Biden, le blocus a-t-il affaibli ou renforcé le gouvernement cubain ?

À mon avis, le renforcement ou non du gouvernement cubain ne dépend pas du président en fonction aux États-Unis. Cela fait plus de 60 ans et 13 administrations américaines, et la base des sanctions appliquées aujourd'hui date des années 1960. Ce sont les mêmes mesures, parfois plus ou moins intensifiées.

Durant toutes ces années, le gouvernement cubain a eu et a toujours un soutien de plus de 90 % de la population. Les variations de ce pourcentage n'ont pas dépendu de l'influence du gouvernement des États-Unis.

Comment les personnes s'adaptent-elles aux difficultés économiques (santé, alimentation, éducation) ?

C'est difficile : on vit au jour le jour, on résout les problèmes d'aujourd'hui et on verra demain. Les médicaments sont vendus à des prix très élevés, l'alimentation est très basique pour beaucoup. La solidarité envers les plus démunis reste très présente.

Annexe 3

Cuanto años tiene ?

61 años

¿Vive actualmente en Cuba? Si no , ¿desde cuándo se fue del país ?

Si, vivo en cuba

¿Cómo describiría la situación actual en Cuba?

Situacion muy crítica

¿Cuáles son las principales dificultades en su vida cotidiana hoy en día ?

Falta de energía eléctrica Falta de alimentos Falta total de Combustible y con eso Transporte de todo tipo. Inflación enorme. Los salarios no alcanzan. Servicios medicos muy deficientes Educación en general muy deteriorada Producción agropecuaria muy limitada

¿Recuerda un período en el que la situación económica en Cuba fuera particularmente más complicada o, al contrario, más agradable ? Si así era, ¿qué era diferente ?

Más agradable durante la administración Obama dónde la economía mejoró y con eso el nivel de vida del pueblo. Situacion peor en la crisis de los 90 con la caída del campo socialista.

¿En su opinión, ¿la situación ha cambiado significativamente desde el regreso de Donald Trump en 2025?

Si, bloqueo , mucho más q embargo, recrudescido al maximo aunque es necesario notar que Biden dejo todo igual como estaba en la primera administración de Trump.. incluso prohibió la venta de Oxígeno medicinal durante la COVID.. con muchas muertes asociadas Según usted,

¿las dificultades económicas en Cuba se deben principalmente a factores internos (políticas económicas, gobernanza, estructura del sistema) o a factores externos (sanciones estadounidenses)?

las sanciones económicas durante 60 años han sido terribles para todo es evidente que la situación fuera muy diferente sin eso. Por otro lado también está claro que las fuerza productivas están muy bloqueada con regulaciones q afectan directamente la capacidad de generar riqueza en país.

¿Cree que el bloqueo estadounidense empuja la población a querer un cambio político?

O realmente no Seguro.. ese es el objetivo declarado de esa politica

¿Ha observado algún cambio desde el regreso de Donald Trump? Según usted, hasta el final del mandato de Joe Biden?

el bloqueo debilitó o fortaleció al gobierno cubano Las penurias que trae el bloqueo siempre ha debilitado la economía del país y con eso a la población.

¿Cómo se adaptan las personas a las dificultades económicas (salud, alimentación, educación)?

Solo sobreviviendo, cocinando con leña lo poco que tienen incluso en edificios..
Alumbrándose con cualquier medio, tratando de lograr ingresos a cualquier costo ...

Traduction :

Quel âge avez-vous ?

61 ans

Vivez-vous actuellement à Cuba ? Si non, depuis quand avez-vous quitté le pays ?

Oui, je vis à Cuba

Comment décririez-vous la situation actuelle à Cuba ?

Situation très critique

Quelles sont les principales difficultés dans votre vie quotidienne aujourd'hui ?

Manque d'électricité
Manque de nourriture
Manque total de carburant, et avec cela des problèmes de transport de tout type
Inflation énorme. Les salaires ne suffisent pas
Services médicaux très déficients
Éducation globalement très détériorée
Production agricole très limitée

Vous souvenez-vous d'une période où la situation économique à Cuba était particulièrement plus difficile ou, au contraire, plus favorable ? Si oui, qu'est-ce qui était différent ?

Plus favorable durant l'administration Obama, où l'économie s'est améliorée et avec elle le niveau de vie de la population
Situation pire lors de la crise des années 1990 avec la chute du bloc socialiste

Selon vous, la situation a-t-elle changé de manière significative depuis le retour de Donald Trump en 2025 ?

Oui, le « bloqueo », bien plus qu'un embargo, s'est durci au maximum, même s'il faut noter que Biden a laissé la situation telle qu'elle était sous la première administration Trump... il a même interdit la vente d'oxygène médical pendant la COVID... avec de nombreux décès associés

Selon vous, les difficultés économiques à Cuba sont-elles principalement dues à des facteurs internes (politiques économiques, gouvernance, structure du système) ou à des facteurs externes (sanctions américaines) ?

Les sanctions économiques pendant 60 ans ont été terribles pour tout, il est évident que la situation serait très différente sans cela

D'un autre côté, il est aussi clair que les forces productives sont très bloquées par des régulations qui affectent directement la capacité du pays à générer de la richesse

Pensez-vous que le blocus américain pousse la population à vouloir un changement politique ? Ou pas vraiment ?

Bien sûr... c'est l'objectif déclaré de cette politique

Selon vous, jusqu'à la fin du mandat de Joe Biden, le blocus a-t-il affaibli ou renforcé le gouvernement cubain ?

Les pénuries provoquées par le blocus ont toujours affaibli l'économie du pays et, par conséquent, la population

Comment les personnes s'adaptent-elles aux difficultés économiques (santé, alimentation, éducation) ?

En survivant simplement, en cuisinant au bois ce qu'elles ont, même dans les immeubles...

En s'éclairant par tous les moyens possibles, en essayant de générer des revenus à tout prix...

Résumé : Depuis 1962, les États-Unis maintiennent des sanctions économiques contre Cuba, malgré leur incapacité à provoquer un changement de régime ou une transition démocratique sur l'île. Ce mémoire cherche à comprendre les différentes variables qui expliquent la persistance de cette politique jusqu'à la fin du mandat de Joe Biden, en dépit de son inefficacité politique apparente. Il analyse d'abord les sanctions économiques comme instrument de politique étrangère, puis retrace leur évolution historique et leurs effets sur l'économie et la population cubaines. Ce travail montre que leur maintien ne s'explique pas uniquement par leurs effets sur Cuba, mais aussi par un ensemble de facteurs politiques, institutionnels et symboliques propres au contexte étasunien.

Mots clefs : Sanctions économiques, Cuba, États-Unis, Embargo